

Algérie – France :
Ségolène Royal salue les avancées de l'Algérie et appelle à relancer le partenariat bilatéral

P.02

Intempéries :
Installation de cellules de veille et de suivi au niveau des wilayas pour intervenir le cas échéant

P.03



Gara Djebilet :
L'Algérie bascule dans une nouvelle ère industrielle

P.03



Secteur de la santé :



La direction de la fonction publique annonce des concours de recrutement et des examens de promotion

P.03

ONA :



Plus de 1200 interventions pour faire face aux effets des intempéries

P.04

Education :



Le ministère annonce la réduction de la durée de formation des enseignants de six à trois mois

P.04

Annaba :
Le wali préside une réunion de coordination consacrée au développement local et à l'adressage

P.06



ALGÉRIE-FRANCE

Royal salue la dynamique de l’"Algérie nouvelle" et appelle la France à "s’excuser et réparer"

La présidente de l’association France-Algérie, Ségolène Royal, a affirmé à Alger que le dialogue franco-algérien doit reposer sur le “respect” et la “considération” de la souveraineté algérienne, rendant hommage au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a impulsé une “dynamique de croissance extraordinaire” à une “Algérie nouvelle, souveraine et non alignée”. Lors d’un entretien accordé à la chaîne de télévision Canal Algérie, M. Royal a dénoncé les “postures politiciennes” et les “discours haineux” de certains courants français qui “refusent de reconnaître la souveraineté de l’Algérie et freinent ainsi le développement des relations bilatérales”, tout en souhaitant la reprise du dialogue et “que l’on vient avec respect et considération”. “Certains Français voient encore

l’Algérie comme si elle était dans les années 1970. Mais non, c’est un pays qui a énormément évolué”, a-t-elle lancé, citant “une croissance économique de près de 4% sur deux années consécutives, soit plus de 10% sur trois ans”. Saluant le “potentiel extraordinaire” de la jeunesse algérienne, Mme Royal a indiqué que son rôle est également de donner de la visibilité à la “nouvelle Algérie” qui assume sa “souveraineté nationale”, son “non alignement” et affirme sa “liberté” de choisir ses alliés et son destin face aux réticences de “l’ancienne puissance coloniale”. Abordant le dossier de la mémoire, Mme Royal a relevé que “la réconciliation ne peut faire l’économie d’une reconnaissance pleine et entière des faits historiques”. Pour Mme Royal, la France a le devoir de “s’excuser et de réparer”, exigeant à ce titre “la

restitution sans conditions des biens culturels, notamment ceux de l’Emir Abdelkader, de l’intégralité des archives historiques, ainsi que des restes mortuaires des résistants algériens encore détenus en France”. “C’est tellement simple qu’on se demande comment cela n’est pas encore fait. On rend ce qui a été pris, c’est tout”, a-t-elle indiqué, appelant le président français, Emmanuel Macron, à agir. Elle a également insisté sur “l’urgence pour la France de transmettre l’intégralité des dossiers relatifs aux essais nucléaires au Sahara afin de permettre la prise en charge des victimes et la décontamination des sites”, qualifiant ces démarches de “gestes simples et évidents pour quiconque souhaitant construire un avenir commun”. Evoquant “le contraste des relations diplomatiques”, elle s’est interrogée “pourquoi l’Algérie s’entend avec

l’Italie, l’Espagne, l’Allemagne et pas avec la France”. Elle a qualifié cet état de fait d’”aberrant”, pointant “la responsabilité de la France face aux projets économiques d’envergure désormais réalisés avec d’autres partenaires”. Et de faire remarquer: “Imaginez qu’une chaîne de télévision publique algérienne diffuse le même reportage sur Emmanuel Macron. Imaginez ce que dirait la France. Comment peut-on concevoir une chose pareille? Il n’y a pas un seul sujet positif”, s’est-elle interrogée. D’autre part, Mme Royal fait savoir qu’elle a refusé de participer à ce reportage de l’émission “Complément d’enquête”, diffusé par la chaîne de télévision France 2, le qualifiant d’”injurieux” pour l’Algérie et “orienté politiquement”. “J’ai refusé de participer à ce reportage, alors que je devais être invitée dans les “Fauteuils



rouges” à la fin de l’émission. Mais connaissant l’extrême sensibilité du sujet, j’ai demandé à voir le film. Et quand je l’ai vu, j’ai dit : “pas question que je vienne cautionner et même susciter de l’audience, parce que mon nom attire les téléspectateurs sur un sujet que je désapprouve et qui est totalement injurieux pour l’Algérie””, a-t-elle précisé, ajoutant qu’il n’était pas question de “cautionner un sujet sans un seul aspect positif (pour l’Algérie)”. S’exprimant sur sa présence en Algérie, Mme Royal a indiqué qu’elle œuvre dans le sens de “favoriser l’amitié entre les peuples, les rencontres et les projets économiques et culturels”. “A mon retour en France, je dirai : “attention, un jour ce sera trop tard””, a-t-elle affirmé, soulignant à cet effet “l’importance stratégique de l’Algérie comme une porte ouverte sur le continent africain”.

Ségolène Royal salue les avancées de l’Algérie et appelle à relancer le partenariat bilatéral

La présidente de l’Association France-Algérie (AFA), Mme Ségolène Royal, a mis en avant, jeudi à Alger, l’évolution qu’a connue l’Algérie ces dernières années dans différents domaines, soulignant l’intérêt des deux pays à faire avancer le partenariat bilatéral et à construire des relations économiques “positives”. “A l’occasion de ma visite, j’ai pu rencontrer des entreprises, des start-up, des jeunes en formation dans de grandes écoles, et me rendre compte, en effet, de l’évolution de l’Algérie, qui n’est plus la même que celle d’il y a dix ans, lorsque je suis venue précédemment en tant que ministre de l’Environnement en 2016”, a affirmé Mme Royal lors d’une conférence de presse animée au quatrième jour de sa visite de travail en Algérie, à l’invitation de la Chambre algérienne de commerce et d’industrie (CACI) et de la Chambre de commerce et d’industrie algéro-française (CCIAF). Dans ce contexte, la présidente de l’AFA a assuré que sa visite, qualifiée de “fructueuse” et de “réussie”, lui a permis de constater l’évolution qu’a connue l’Algérie. A ce propos, Mme Royal a soutenu que “c’est à la France de se rendre compte que les choses avancent en Algérie. Et que si elle veut continuer à être dans ce partenariat, il faut qu’elle se bouge”. Dans le même esprit, elle a ajouté que “l’Algérie ne va pas attendre la France puisqu’elle a diversifié ses partenariats”. Affichant son optimisme, l’ancienne ministre française a assuré qu’elle espérait que “chacun prenne conscience de ses responsabilités et puisse avancer dans la bonne direction”, rappelant que les relations économiques entre les deux pays ont été “quasiment suspendues depuis deux ans”. La présidente de l’AFA a affirmé avoir constaté une réelle volonté, du côté algérien, de maintenir les relations

économiques bilatérales, citant notamment l’organisation patronale, le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), ainsi que les responsables de la CACI. Dans ce cadre, elle a assuré qu’elle rendra compte des résultats de sa visite en Algérie au président français, M. Emmanuel Macron, en vue de “l’inciter à agir et à faire les premiers gestes envers l’Algérie”. De même, elle a fait état de son intention de saisir le président de l’organisation patronale française, le MEDEF, afin d’effectuer une visite en Algérie, précisant que “le président du CREA, Kamel Moula, est disposé à le recevoir pour renouer les contacts après deux ans de rupture”. Pour la présidente de l’AFA, il convient également de procéder à “l’inventaire de tous les partenariats existants entre les deux pays, afin d’examiner ceux qui commencent à être ralentis et ceux qui n’ont pas pu se nouer”. “Une fois que la question de la reconnaissance et de la mise à plat mémorielle sera traitée - ce qui peut intervenir rapidement dans un esprit d’humilité et de célérité- on tourne la page et on construit de nouveaux partenariats”, a-t-elle souligné, assurant que “tous les atouts existent pour réussir une nouvelle relation et une nouvelle alliance” entre les deux pays. Par ailleurs, la présidente de l’AFA a appelé le président français à faire un geste de reconnaissance des crimes coloniaux commis par les autorités coloniales françaises en Algérie. “Ce serait tellement simple que la France fasse un geste de reconnaissance qui se traduirait formellement par la restitution des biens culturels, des archives, du canon d’Alger, des dépouilles qui se trouvent encore au Musée de l’Homme, afin qu’elles soient correctement inhumées, et, bien sûr, par l’ouverture du dossier des essais nucléaires dans le Sahara”, a affirmé Mme Royal lors de cette conférence. A ce sujet, Mme Royal a estimé que sa

visite en Algérie a déjà porté ses fruits, en permettant à certains dossiers en lien avec la mémoire d’avancer et de s’accélérer. Elle a évoqué, à ce propos, le vote par le Sénat français de la loi sur la restitution des biens culturels, après avoir traîné pendant deux ans, ainsi que l’adoption d’un amendement parlementaire portant sur l’ouverture des dossiers concernant les essais nucléaires français dans le Sahara algérien. “C’est la première fois qu’un amendement parlementaire donne un délai de six mois au gouvernement pour communiquer toutes les informations sur les conséquences des essais nucléaires, parce qu’il subsiste encore des problèmes de santé publique. Je crois donc que les choses vont avancer”, a-t-elle poursuivi. “C’est à la France de faire le premier pas, parce que c’est la France qui a été la puissance coloniale. Les autres puissances coloniales l’ont fait, d’autres pays l’ont fait, pourquoi pas nous ? Il faut le faire, c’est simple”, a encore relevé l’ancienne ministre. Interrogée sur les réactions hostiles à son égard à la suite de ses positions, Mme Royal a estimé qu’elles ne relèvent pas d’un simple désaccord politique, mais d’une crainte face à la vérité historique et à la liberté de parole, ainsi que de la difficulté persistante du processus de réconciliation, notamment sur le plan mémoriel. Evoquant le cas du journaliste français Christophe Gleizes, emprisonné en Algérie, Mme Royal a salué la décision prise par le ministre de la Justice de lui permettre de lui rendre visite vendredi, ce journaliste étant détenu et condamné à sept ans de prison pour “apologie du terrorisme”. “La visite à Christophe Gleizes est vraiment l’aboutissement d’une visite réussie, et c’est important comme signal”, a-t-elle déclaré.

ALGÉRIE FRANCE

Benjamin Stora pour une reconnaissance officielle par la France de ses crimes coloniaux en Algérie

L’historien français, Benjamin Stora, a affirmé la nécessité d’une reconnaissance officielle par la France de ses crimes coloniaux commis en Algérie, marqués notamment par les massacres d’Algériens et la dépossession des terres, un pan de l’histoire que certains cercles de la classe politique française tentent de remettre en cause. Intervenant à la chaîne algérienne Al24news, l’historien français, qui avait été pris à partie par l’extrême droite française et les nostalgiques de “l’Algérie française”, pour ses écrits lucides et ses prises de position contre la colonisation française dans la question mémorielle, a expliqué qu’il faut construire patiemment de nouveaux ponts entre les deux rives, à travers un travail sur l’histoire, en rappelant le processus lancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avec la création de la Commission mixte algéro-française Histoire et Mémoire. Evoquant la chronologie des terribles années de l’occupation française de l’Algérie (1830-1962), Benjamin Stora a rappelé que cela a été marqué par la dépossession des Algériens de leurs terres, les vols et les massacres



d’Algériens, ce qui a constitué des crimes contre l’humanité. Des crimes qui ne sont pas dans “les manuels scolaires des Français”, a-t-il déploré. “La France a passé sous silence” cette période tragique, a-t-il ajouté, expliquant qu’“il faut reconstruire cette histoire pour qu’elle soit accessible aux Français”. A ce propos, il a cité la question des archives qui doivent être accessibles pour les historiens des deux rives. M. Stora a en outre affirmé avoir subi des attaques de certains cercles de la classe politique en France, notamment de l’extrême droite qui veut remettre en cause le passé colonial de la France et ses crimes en Algérie. Ceux “qui ne voulaient rien entendre sur les massacres d’Algériens” et sur les explosions nucléaires... “Maintenant, il faut voir ce qu’on peut faire” pour rétablir les faits et la vérité sur l’occupation française de l’Algérie, a-t-il dit.

 <p>Quotidien indépendant d'informations générales times</p> <p>Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba</p>	<p>Directeur general : Bicha salim</p> <p>Directeur de la publication : Noureddine Boukraa</p> <p>Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine</p> <p>Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com</p>	<p>P.A.O SEYBOUSE Times</p> <p>Site web: www.seybousestimes.dz</p> <p>Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz</p> <p>Facebook : SEYBOUSE TIMES</p> <p>Impression : SIE Constantine</p> <p>Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine</p>	<p>Pour votre publicité, s’adresser à : l’Entreprise Nationale de communication d’Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER</p> <p>TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59</p> <p>Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz</p>	<p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l’objet d’aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction</p>
--	---	--	--	--

Gara Djebilet : L'Algérie bascule dans une nouvelle ère industrielle

C'est un tournant historique pour l'industrie sidérurgique algérienne. Moins de deux ans après le coup d'envoi donné par le président de la République, l'exploitation effective de la mine de Gara Djebilet franchit une étape décisive avec l'expédition de sa première cargaison de minerai de fer vers le pôle industriel d'Oran. Le rêve est devenu réalité. Ce mardi, au cœur des paysages arides de la wilaya de Tindouf, une délégation ministérielle de haut rang a supervisé le lancement officiel de la première cargaison de minerai de fer. Destination : les unités de transformation de la

wilaya d'Oran, où la matière brute sera métamorphosée en produits manufacturés dès ce jeudi. De la vision à la réalité : Un projet minier 100 % algérien. Sous le regard des ministres de l'Intérieur, Saïd Sayoud, et des Travaux publics, Abdelkader Djellaoui, le convoi a symboliquement marqué l'entrée de l'Algérie dans une nouvelle ère minière. « Ce projet a été réalisé avec des moyens matériels et humains à 100 % algériens », a martelé Sayoud, saluant au passage la vision du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, qui a su transformer une ambition de longue date en un moteur économique concret.

Si le partenaire chinois a apporté un appui actif dans l'exécution, c'est bien l'expertise nationale qui a été mise en avant. Le ministre a tenu à rendre hommage à l'ensemble des acteurs : des ingénieurs du secteur des Travaux publics aux forces de l'Armée nationale populaire (ANP), garantes de la sécurité de ce chantier titanesque dans une zone géographique stratégique. Rail et logistique : La ligne minière Ouest au service du développement L'événement n'était pas seulement minier, il était aussi ferroviaire. La délégation a profité de ce déplacement pour inaugurer la gare de Gara

Djebilet, point névralgique de la nouvelle ligne minière ouest. Ce tronçon ferroviaire, véritable colonne vertébrale du projet, assure désormais le transport du minerai vers Béchar, avant de rejoindre le réseau national vers le Nord. Outre le transport de marchandises, le désenclavement de la région s'accélère. Le signal de départ du premier train de voyageurs reliant Tindouf à Béchar a également été donné, illustrant la double vocation du projet : industrielle et sociale. Enjeux économiques : L'Algérie, futur leader de la sidérurgie africaine Avec la mise en service de Gara

Djebilet, l'Algérie entend : •Sécuriser ses intrants pour ses complexes sidérurgiques (notamment El Hadjar et Bellara). •Réduire sa dépendance aux importations de matières premières. •S'imposer comme un hub régional majeur dans la production de fer et d'acier. Pour les habitants de Tindouf et la société civile, ce projet est perçu comme une promesse de développement durable. Comme l'a souligné le ministre de l'Intérieur, l'interaction positive des citoyens témoigne de l'importance de ce « géant de fer » pour l'avenir socio-économique du pays.

Promotions 2026 : La direction de la fonction publique annonce une bonne nouvelle pour le secteur de la santé

La direction générale de la fonction publique a accordé une autorisation exceptionnelle à huit corps spécifiques du secteur de la santé pour organiser, en 2026, des concours de recrutement et des examens professionnels de promotion. Cette décision intervient alors que plusieurs textes réglementaires essentiels restent encore en cours de finalisation, retardant l'organisation de ces opérations cruciales pour le renforcement du système sanitaire national. Dans une correspondance officielle datée du 26 janvier 2026 (réf. 838), la direction a demandé au ministère de la Santé d'accélérer la mise en place des décrets d'application, rappelant que seuls quatre projets de

textes sur dix avaient été soumis jusqu'ici. Cela permettra aux services concernés de lancer les concours et examens conformément aux lois de base récemment promulguées. Promotions 2026 dans la santé : Huit corps et des grades diversifiés concernés par cette mesure En effet, la licence exceptionnelle couvre un large éventail de professions et de grades, garantissant un renouvellement des effectifs et une valorisation des carrières : 1. Pharmaciens et médecins généralistes : •Médecin général en santé publique, médecin général principal et médecin général chef

•Pharmacien général de première classe, pharmacien général principal, pharmacien général chef •Chirurgien-dentiste général, médecin-dentiste principal et chef 2. Médecins spécialistes : •Praticien spécialisé assistant, praticien spécialisé principal et praticien spécialisé chef 3. Médecins inspecteurs : •Médecin inspecteur chef, pharmacien inspecteur chef, médecin-dentiste inspecteur chef 4. Cliniques et orthophonistes : •Psychologue clinique, psychologue clinique principal, psychologue clinique supérieur •Orthophoniste, orthophoniste principal, orthophoniste supérieur 5. Biologistes en santé publique :

•Biologiste de classe 1 et 2, biologiste principal et chef 6. Paramédicaux : •Aide-soignant première classe, auxiliaire de puériculture première classe •Assistant en odontologie première classe, paramédical, paramédical spécialisé, paramédical supérieur 7. Sages-femmes : •Sage-femme, sage-femme spécialisée, sage-femme principale 8. Professionnels de l'anesthésie et réanimation : •Aide médical en anesthésie et réanimation principal, technicien en anesthésie, technicien spécialisé Des procédures encadrées par la législation en vigueur La direction générale de la

fonction publique rappelle que l'organisation de ces concours et examens doit respecter le décret exécutif n° 12-194 du 25 avril 2012, notamment son article 8, stipulant que le ministre compétent prend un décret-cadre après avis conforme de la fonction publique. Enfin, selon la même source, trois relances ont déjà été envoyées au ministère de la Santé pour accélérer la finalisation des textes réglementaires, datées des 12 mars, 1er septembre et 10 décembre 2025. Ainsi, ces démarches visent à lever les obstacles réglementaires afin de lancer rapidement les recrutements et les promotions, répondant ainsi aux besoins croissants du secteur sanitaire.

Intempéries : Installation de cellules de veille et de suivi au niveau des wilayas pour intervenir le cas échéant

Des cellules de veille et de suivi ont été installées au niveau des wilayas afin de faire face aux intempéries et d'intervenir le cas échéant, en application du plan préventif mis en place par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, indique, jeudi, un communiqué du ministère. "Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, relatives à l'activation du plan préventif pour faire face aux intempéries, et suite à la publication d'un bulletin météorologique spécial (BMS) par les services de l'Office

national de la météorologie (ONM) faisant état de vents violents, les autorités locales ont procédé à l'installation de cellules de veille et de suivi au niveau des wilayas, avec la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires pour intervenir le cas échéant", précise le communiqué. Dans ce cadre, "les équipes de terrain ont entamé une série d'interventions préventives et d'urgence visant à enlever et à dégager les arbres tombés ou endommagés, à rouvrir les axes et routes affectés, à sécuriser les périmètres urbains et les infrastructures vitales, ainsi qu'à protéger les personnes et les biens contre les différents

risques potentiels", ajoute la même source. Le ministère a également réaffirmé "la poursuite de l'état de veille et de suivi sur le terrain de la situation, avec le maintien de l'application des mesures prévues dans le cadre du plan préventif jusqu'à l'amélioration des conditions météorologiques", appelant à faire preuve de vigilance, à respecter les consignes de précaution et à signaler immédiatement tout danger. A cette occasion, il a rappelé les numéros d'urgence suivants : Protection civile: 1021, Sûreté nationale : 1548, Gendarmerie nationale: 1055, Forêts : 1070 et Sonelgaz: 3303.



EDUCATION NATIONALE

Le ministère annonce la réduction de la durée de formation des enseignants de six à trois mois

La Direction générale des ressources humaines et de la formation (DGRHF) du ministère de l'Education nationale a annoncé, jeudi, la réduction de la durée de formation pré et post intégration, de six (6) à trois (3) mois, à condition de veiller au respect et à la redistribution du volume horaire total

de la formation.

“Sur la base de la correspondance de la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative (DGFPA) n° 936, du 28 janvier 2026, stipulant l'autorisation à titre exceptionnel de la réduction de la durée de formation pré et post intégration, de six (6) à trois (3)

mois, à condition de veiller au respect et à la redistribution du volume horaire total de la formation, la Direction de la formation décide d'organiser la période de formation théorique durant la période allant du 7 février au 7 mars 2026, tandis que la formation pratique se déroulera au niveau des établissements où les enseignants

concernés exercent”, a précisé jeudi la DGRHF dans un communiqué.

“En attendant l'élaboration de la nouvelle version du programme de formation, la Direction de la formation informe les fonctionnaires concernés qu'aucune séance de formation n'est programmée le samedi 31 janvier 2026”, ajoute le communiqué.



Office national de l'assainissement Plus de 1200 interventions pour faire face aux effets des intempéries



L'Office national de l'assainissement (ONA) a mené plus de 1.200 interventions à travers le territoire national entre le 17 et le 28 janvier en cours, afin de faire face aux effets des intempéries, a indiqué jeudi un communiqué de l'Office.

“Suite aux intempéries et aux fortes pluies ayant touché plusieurs wilayas, l'ONA poursuit la mise en œuvre d'un programme intense d'interventions sur le terrain, mobilisant toutes les équipes au niveau des unités opérationnelles et des centres afin de faire face aux effets des précipitations qui ont touché plusieurs régions du pays”, a précisé la même source.

Au total, ces opérations ont donné lieu à 1.212 interventions, comprenant “le nettoyage et l'assainissement de 1.046 regards, le nettoyage de 4.814 avaloirs, l'assainissement de 165 canaux d'évacuation, le nettoyage de 3 bassins de rétention, l'assainissement de 13.517 mètres linéaires de réseaux d'assainissement, le nettoyage de 59 caniveaux, l'aspiration et l'évacuation des eaux pluviales sur une superficie de 610 m2, ainsi que l'enlèvement de 220 m2 de déchets et boues.

Pour mener à bien ces opérations, toutes les ressources matérielles et humaines ont été mobilisées, à travers la mobilisation de plus de 800 agents, dont 549 agents d'exploitation organisés en système de brigade.

Des équipements importants ont également été mobilisés, notamment des camions hydrocureurs et des pompes à eau, selon la même source.

Ces interventions ont concerné les wilayas de Laghouat, Mostaganem, Mascara, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Aïn Témouchent, Djelfa, Skikda, Blida, Médéa, Jijel, Annaba, Chlef, Oum El Bouaghi, Illizi, Batna, Biskra, Ouled Djellal, Ouargla, Boussaâda, Tizi Ouzou et Boumerdes, qui ont enregistré d'importantes précipitations entre le 17 et le 28 janvier, nécessitant l'activation du plan d'intervention d'urgence dans chaque wilaya, ajoute la même source.

Ces précipitations ont entraîné la montée du niveau des eaux pluviales dans plusieurs quartiers et sur certaines routes, nécessitant des interventions d'urgence pour désobstruer et libérer les réseaux afin d'assurer un écoulement normal des eaux, conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Ouverture des candidatures au programme national de Licence et de Master en technologie des puces électroniques

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture des candidatures pour l'accès au programme “Licence nationale” et “Master national” en technologie des puces électroniques, à raison de 20 places dans chaque spécialité, en vue de renforcer les compétences nationales hautement qualifiées.

Les étudiants concernés pour postuler au programme de “Licence nationale” sont “ceux ayant terminé le deuxième semestre de l'année universitaire 2025/2026, tandis que pour le programme “Master national”, il s'agit de ceux ayant terminé le premier semestre de l'année universitaire en cours”, précise la même



source.

Ces formations, ajoute le communiqué, “offrent l'opportunité d'embauche au Centre de Développement des Technologies Avancées (CDTA) et ses entreprises filiales, ainsi que dans les entreprises disposant de structures technologiques et industrielles”.

Les spécialités ouvertes dans le cadre du

programme “Licence nationale” sont: Electronique des équipements industriels et Electronique des installations industrielles, la formation sera dispensée en collaboration avec le CDTA à l'université de Blida 1 “, précise la même source.

Quant au “Master national”, les spécialités concernées sont: Fabrication de l'électronique intégrée, et conception de l'électronique intégrée, et sera assurée à l'Université M'Hamed Bougara de Boumerdès en collaboration avec le CDTA.

La période des inscriptions lancées ce jeudi, s'étalera jusqu'au 3 février prochain, via le lien suivant : <https://natpe.mests.dz/>, conclut le communiqué.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : Convention de coopération entre le ministère de l'Environnement et la DGSN

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, et la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) ont signé, mercredi à Alger, une convention de coopération dans les domaines de la préservation et de la protection de l'environnement, de la prévention et de la lutte contre les différentes formes de crime environnemental, ainsi que du soutien à la formation et à la sensibilisation environnementales.

La convention a été signée par la ministre du secteur, Mme Kaouter Krikou, et le Directeur général de la Sécurité nationale, M. Ali Badaoui, et ce, en marge des travaux d'une journée d'étude consacrée au cadre juridique et réglementaire relatif à la protection de l'environnement.

Dans son allocution, la ministre a souligné que cette convention contribuera, d'une part, à renforcer la coordination sécuritaire dans le domaine de la protection de l'environnement et, d'autre part, à développer les capacités de formation des équipes de police en matière environnementale, à travers des ateliers spécialisés qui seront encadrés par le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE) relevant du ministère.

La convention, a-t-elle ajouté, s'inscrit dans le cadre des efforts



de sensibilisation à la nécessité de la connaissance des cadres réglementaires environnementaux et de l'obligation de leur application sur le terrain, saluant à cet égard le rôle de la DGSN dans la coordination permanente et le renforcement de la coopération sectorielle en vue d'atteindre les objectifs du développement durable.

Mme Krikou a également insisté sur l'importance des mesures préventives pour faire face aux infractions environnementales et lutter contre les violations de la législation en vigueur, mettant en avant la nécessité d'une “coordination étroite avec les services de sécurité, notamment la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement, qui déploient d'importants efforts pour atteindre cet objectif, en recourant à des techniques modernes, dans le respect des lois et en conformité avec les engagements internationaux de l'Algérie”.

Pour sa part, M. Badaoui a souligné

“le rôle central” des services de sûreté dans le cadre de leurs missions de protection de la santé publique, des personnes et des biens, à travers le contrôle des activités, la constatation des infractions, la prise de mesures préventives ainsi que l'enquête sur les crimes environnementaux, en coordination avec le ministère de l'Environnement et les autres secteurs concernés, tout en mettant l'accent sur la formation spécialisée. Après avoir mis en avant l'importance de la journée d'étude, “qui incarne un partenariat institutionnel en vue d'une plus grande efficacité dans la lutte contre les crimes environnementaux”, le DGSN a indiqué que le nombre d'infractions environnementales enregistrées entre janvier et octobre 2025 s'est élevé à 18.259 infractions, contre 17.346 durant la même période en 2024.

A cet effet, il a insisté sur la nécessité de renforcer le contrôle, d'intensifier l'action de terrain et de développer les méthodes d'intervention et de formation, afin de réduire les crimes environnementaux et d'assurer une meilleure protection de l'environnement et des ressources naturelles, mettant en avant l'importance de la sensibilisation, de l'action de proximité et de communication avec le citoyen.

La plus grande ferme laitière au monde accélère : Le constructeur des infrastructures de Baladna dévoilé

À quelques encablures de la mine de fer de Gara Djebilet, en pleine wilaya d'Adrar, un projet agro-industriel d'envergure mondiale s'apprête à franchir une étape décisive. La première phase de la ferme laitière verticale Baladna, fruit d'un partenariat algéro-qatari, va bientôt voir l'installation de ses infrastructures de base, marquant le début concret d'un ambitieux système intégré d'élevage et de production laitière.

Mégaprojet Baladna : Une phase préparatoire clé supervisée par Elegancia Steel

La société qatarie Elegancia Steel, filiale d'Estithmar Holding QPSC, a annoncé avoir remporté le contrat de réalisation des structures métalliques de la première phase du projet Baladna

en Algérie. Le contrat comprend : •La conception, la fourniture et l'installation des structures en acier, •Le revêtement métallique des différentes unités, •La supervision de la charpente métallique et du bardage des bâtiments.

Selon le communiqué officiel de l'entreprise, ce mandat représente « un important défi, en raison de sa complexité opérationnelle », et positionne Elegancia Steel comme acteur principal dans la mise en place des infrastructures métallurgiques nécessaires au projet.

Baladna : un mégaprojet agro-industriel intégré à grande échelle

La première phase du projet, installée dans la wilaya d'Adrar,

couvre environ 100 000 hectares et comprend : 1.700 pivots d'irrigation dédiés à la culture fourragère, 2.Deux fermes d'élevage bovin, 3.Une usine de production de lait en poudre, 4.La construction de complexes d'hébergement et de bâtiments fonctionnels liés aux opérations.

Le projet débutera avec 10 000 vaches laitières à haut rendement, avant de monter progressivement jusqu'à 250 000 têtes, dans le cadre d'un système entièrement intégré combinant élevage, production laitière, fabrication d'aliments pour animaux et technologies agricoles à grande échelle. L'objectif est de fiabiliser la chaîne d'approvisionnement et de générer une valeur économique

durable.

Elegancia Steel : l'expertise qatarie au service de l'Algérie

Par ailleurs, Elegancia Steel, spécialisée dans la fabrication d'acier et la supervision de travaux métallurgiques pour des projets complexes, dispose d'un portefeuille impressionnant incluant : •Des infrastructures pour la Coupe du monde FIFA 2022 au Qatar, •Des projets industriels, pétroliers et gaziers, •Des installations commerciales majeures au Qatar et en Arabie Saoudite. Notamment le Boulevard des Sports de Riyad et les installations de Ras Laffan.

Le contrat Baladna s'inscrit donc dans la continuité de cette expertise et confirme le rôle

stratégique de l'entreprise dans les projets de grande envergure à l'échelle internationale.

Une première phase décisive pour le développement agricole national

Enfin, avec cette phase, le projet Baladna met en place les infrastructures de base essentielles pour garantir son fonctionnement futur. Il s'agit d'un mégaprojet inédit en Algérie et dans le monde, qui combine production agricole, élevage et transformation laitière dans une logique intégrée.

Ainsi, la réussite de cette première étape conditionnera l'efficacité et la montée en puissance des phases suivantes. En particulier l'augmentation progressive du cheptel et la mise en service complète des unités industrielles.

Tradifoot dévoile son projet Tradifoot Factory, une usine de chaussures 100 % Made in Algeria

Tradifoot, acteur de référence du marché algérien de la chaussure et distributeur officiel et exclusif de grandes marques internationales, participe au Salon des Marques Internationales "Made in DZ", organisé les 30 et 31 janvier 2026 à l'Hôtel Marriott d'Alger. Placé sous le parrainage du Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations, cet événement met à l'honneur les marques internationales produites en Algérie, destinées aussi bien au marché national qu'aux marchés internationaux, notamment africains. À cette occasion, Tradifoot franchit un cap stratégique et lève le voile sur Tradifoot Factory, un projet industriel d'envergure dédié à la fabrication de chaussures de sport en Algérie, développé en partenariat avec la marque internationale Skechers, l'un des leaders mondiaux du footwear et du lifestyle.

Tradifoot Factory : Une usine moderne au cœur de la stratégie industrielle nationale

Tradifoot Factory incarne une nouvelle étape dans la trajectoire industrielle du groupe. Le projet prévoit la création d'une usine moderne de fabrication de chaussures de sport, conforme aux standards internationaux de Skechers. Le lancement de la production est programmé pour 2027, avec une capacité initiale de 300 000 paires par an, répartie sur quatre lignes de production. À moyen terme, le site affiche un potentiel de montée en puissance supérieur à deux millions de paires annuelles, renforçant ainsi la capacité industrielle locale dans un secteur à forte valeur ajoutée.

Un projet tourné vers le marché local et l'export

La production s'orientera, dans un premier temps, vers le marché

algérien, avant une ouverture progressive vers l'export, avec une priorité donnée aux marchés africains et méditerranéens. Cette stratégie s'inscrit pleinement dans la dynamique nationale de substitution aux importations et de promotion des exportations algériennes.

L'impact du projet Tradifoot Factory se révèle significatif. À terme, l'usine générera près de 1 000 emplois directs et indirects et favorisera un transfert de technologies et de savoir-faire grâce au partenariat avec Skechers. L'objectif est clair : développer un véritable savoir-faire local dans l'industrie de la chaussure de sport et positionner l'Algérie comme un hub industriel régional.

Une infrastructure industrielle aux standards internationaux

Implantée dans la zone industrielle de Baba Ali, l'unité industrielle s'étendra sur une superficie totale de 22 000 m², dont 18 000 m²

bâtis. Le site intégrera des lignes de production et d'assemblage automatisées, des ateliers spécialisés, des espaces logistiques performants ainsi que des infrastructures techniques conformes aux exigences internationales de Skechers.

Un projet aligné avec la vision "Made in DZ / Made in Bladi"

Le Salon Made in DZ s'inscrit dans une stratégie nationale visant à renforcer l'implantation industrielle, à soutenir la production locale et à valoriser des projets structurants à fort impact économique. Tradifoot Factory illustre pleinement cette vision, en conjuguant industrialisation locale, montée en compétences et ouverture à l'international.

Le projet intègre également une démarche de développement durable et de responsabilité sociétale, conciliant performance industrielle, respect de l'environnement, conditions de travail exemplaires et

formation continue des équipes.

Tradifoot, un acteur majeur de la chaussure en Algérie

Fondée en 2009, la SARL Tradifoot s'impose aujourd'hui comme l'un des leaders du marché algérien de la fashion, en tant que distributeur officiel et exclusif de nombreuses marques internationales, parmi lesquelles Skechers, Clarks, Palladium, K-Swiss, Ambitious, Redskins, Xtep, Colmar, ECCO, Cole Haan, Fly Flot, Jeep et Kickers.

Avec Tradifoot Factory, l'entreprise confirme une vision ambitieuse et assumée, produire en Algérie selon les standards internationaux, répondre aux attentes du marché local et conquérir de nouveaux débouchés à l'export. Une trajectoire qui illustre le potentiel industriel du pays et sa capacité à s'inscrire durablement dans les chaînes de valeur mondiales.

Economie numérique: Plusieurs recommandations pour réussir les futurs investissements

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a émis plusieurs recommandations destinées aux décideurs mondiaux, dans son dernier rapport, pour réussir l'investissement dans l'économie numérique durant les prochaines années.

Intitulé "Investissement international dans l'économie numérique: guide pratique pour les décideurs", le rapport, publié sur le site web de la CNUCED, invite les responsables mondiaux à renforcer leurs stratégies d'investissement dans l'économie numérique afin de stimuler la croissance, favoriser l'innovation et sécuriser les flux de capitaux internationaux.

"La mise en place de cadres clairs

et cohérents à l'échelle nationale et régionale est essentielle pour attirer des investisseurs tout en assurant la durabilité et la sécurité du secteur", lit-on dans le rapport.

Le document propose un ensemble de recommandations structurant les fondations des stratégies numériques. Il recommande notamment de définir les secteurs prioritaires pour l'investissement afin de soutenir la progression le long de la chaîne de valeur numérique et de contribuer aux objectifs industriels stratégiques.

Il est aussi recommandé que la planification des investissements doit intégrer l'identification des infrastructures déficientes et les initiatives réglementaires prévues, tout en considérant les enjeux environnementaux et de

durabilité.

Les décideurs sont également encouragés à préciser les types d'investissements et d'investisseurs susceptibles de favoriser la transformation structurelle et la montée en gamme numérique.

"La coordination entre agences de promotion des investissements, régulateurs et institutions de l'économie numérique est jugée cruciale pour une mise en œuvre efficace", estime la CNUCED.

Par ailleurs, l'institution de l'ONU estime que les autorités de chaque pays doivent établir des cadres complets de protection des données, incluant l'obligation de notification des violations, les droits de portabilité et des sanctions efficaces. La création

d'autorités indépendantes et bien financées pour superviser la protection des données et la cybersécurité est également préconisée.

Le guide souligne la nécessité d'adopter des approches réglementaires flexibles, adaptées aux évolutions technologiques, et de promouvoir la coopération internationale afin d'harmoniser les standards et faciliter les flux transfrontaliers sécurisés.

Sur le plan de la propriété intellectuelle, le document recommande d'adapter les lois existantes pour couvrir les innovations numériques, y compris les logiciels et le contenu généré par l'intelligence artificielle.

Le rapport aborde également la compétition et la régulation des

marchés numériques. Les cadres de concurrence doivent être mis à jour pour refléter les spécificités de l'économie numérique et promouvoir un espace numérique inclusif, ouvert et sécurisé.

En matière de stimulation des investissements, le guide recommande un équilibre entre ouverture aux investissements directs étrangers (IDE) et protection de la sécurité nationale.

"Les restrictions doivent être claires, limitées et alignées sur les priorités nationales. Les procédures d'approbation et d'échange pour les start-up numériques doivent être simplifiées, et les cadres réglementaires adaptés pour tester les innovations dans un environnement contrôlé", recommande la CNUCED.

ANNABA : Le wali préside une réunion de coordination consacrée au développement local et à l’adressage



S.F
Le wali, Abdelkrim Lamouri, a présidé, jeudi dernier, en fin de journée, une réunion de coordination consacrée à l’examen des projets de développement local et à l’évaluation de l’état d’avancement du dossier de l’adressage, un chantier essentiel pour l’organisation territoriale et administrative. Cette rencontre s’est déroulée en présence du président de l’Assemblée populaire de wilaya, du wali-délégué de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa”, du secrétaire général de la wilaya,

de l’inspecteur général, ainsi que de nombreux responsables locaux représentant les daïras, les communes et les différents secteurs exécutifs concernés. Les responsables des établissements publics chargés de la propreté, de la gestion urbaine et du centre d’enfouissement technique ont également pris part aux travaux, aux côtés des secrétaires généraux des communes, des membres des commissions des marchés, des receveurs communaux et des contrôleurs budgétaires. Les discussions ont porté principalement sur l’étude des projets proposés pour

leur inscription au titre du programme de soutien au développement social et économique, ainsi que sur les aides du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales prévues pour l’exercice 2026. L’objectif est de garantir une meilleure prise en charge des priorités locales et une utilisation rationnelle des ressources financières au profit des citoyens. Une large partie de la réunion a été consacrée à la révision du dossier de l’adressage, notamment l’évaluation du taux d’avancement des opérations d’élaboration des

plans d’adressage au niveau des communes. Une présentation détaillée a été assurée par la direction de l’administration locale, suivie d’une phase d’arbitrage et de répartition des quotas, en vue de leur notification aux collectivités concernées dans les plus brefs délais. À l’issue de la rencontre, le wali a insisté sur la nécessité d’accélérer les procédures administratives liées au dépôt des cahiers des charges auprès des commissions des marchés, tout en soulignant l’importance du respect des délais fixés pour la notification des ordres de

service, arrêtée au plus tard au 21 mars 2026. Il a également appelé à redoubler d’efforts pour achever rapidement l’opération de numérotation des bâtiments publics et établir une situation complète et actualisée de la dénomination. Cette réunion s’inscrit dans le cadre du suivi rigoureux des programmes de développement local et de la modernisation de la gestion territoriale, visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à renforcer l’efficacité de l’action publique au niveau local.

Intempéries à Annaba : Le wali inspecte le centre de commandement mobile et renforce les mesures de vigilance



S.F
Dans le cadre du suivi des conditions météorologiques marquées par de fortes rafales de vent, le wali, Abdelkrim Lamouri, accompagné des membres de la commission de sécurité, a effectué, mercredi après-midi, une visite d’inspection au centre de commandement mobile

installé au niveau du stade du 19 Mai 1956. Cette sortie de terrain avait pour objectif d’évaluer l’état de préparation de la wilaya face aux perturbations climatiques annoncées et de s’assurer de la mobilisation de l’ensemble des moyens humains et matériels nécessaires afin de faire face à toute situation d’urgence pouvant résulter de ces

conditions météorologiques exceptionnelles. Le wali a ainsi pris connaissance des dispositifs opérationnels mis en place et des mesures préventives engagées pour garantir la sécurité des citoyens et la protection des biens. À cette occasion, le wali a insisté sur l’importance d’un haut niveau de coordination entre les différents intervenants, les

services concernés, les unités de la protection civile ainsi que la cellule de wilaya chargée du suivi et de la surveillance des risques majeurs, installée au siège de la wilaya. Il a souligné que cette coordination demeure essentielle pour assurer une intervention rapide et efficace en cas de survenance de tout incident lié aux intempéries. Cette visite s’inscrit dans

le cadre de la stratégie de vigilance et d’anticipation adoptée par les autorités locales, visant à renforcer la capacité de réaction des services de la wilaya et à assurer une gestion optimale des situations d’urgence durant les épisodes de fortes perturbations climatiques.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION “BENAOUDA BENMOSTEFA” Réunion de la commission pour l’examen des dossiers dans le cadre de la loi 15-08

Imen.B

Dans le cadre du suivi des dossiers liés à la conformité et à l’achèvement des constructions, conformément aux dispositions de la loi 15-08, le wali-délégué de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa” a présidé, récemment une réunion de la commission de la circonscription administrative, tenue au niveau de la commune d’Oued El Aneb. Cette rencontre s’inscrit dans la continuité des efforts des autorités locales visant à régulariser les situations foncières et urbanistiques en suspens, et à offrir aux citoyens des solutions légales à leurs préoccupations, dans le strict respect de la réglementation en vigueur. Au cours de cette



réunion, les membres de la commission ont procédé à l’étude et à l’examen approfondi de quatre-vingt-six (86) dossiers déposés par des citoyens dans le cadre de la loi 15-08. Chaque dossier a été analysé individuellement, en tenant compte des aspects techniques, juridiques

et administratifs, afin de statuer sur leur conformité et d’accélérer le traitement des demandes. Le wali-délégué a, à cette occasion, insisté sur la nécessité de redoubler d’efforts pour apurer l’ensemble des dossiers en instance, tout en veillant à l’application rigoureuse de



la loi et à la transparence dans le traitement des affaires. Il a également souligné l’importance de la coordination entre les différents services concernés afin d’assurer une meilleure prise en charge des dossiers des citoyens et de réduire les délais de traitement. Cette

réunion traduit l’engagement constant des autorités locales de ladite circonscription administrative à poursuivre le processus de régularisation, dans le but de renforcer l’aspect juridique, d’améliorer le cadre urbain et de répondre aux attentes des citoyens.

Activités du Chef de daïra d’Annaba : Intervention et constat des dégâts causés par les intempéries

Imen.B

Dans le cadre du suivi de terrain et de la prise en charge des préoccupations des citoyens, le Chef de la daïra d’Annaba a effectué, hier, une sortie de terrain au niveau du secteur premier, précisément à la cité Seybouse, afin de constater les dégâts engendrés par les vents violents et les perturbations météorologiques enregistrées récemment. Cette intervention

s’est déroulée en présence du président de l’Assemblée Populaire Communale d’Annaba, du délégué du secteur premier, ainsi que du vice-président de l’APC chargé de l’environnement et du cadre de vie. Cette sortie conjointe visait à évaluer l’ampleur des dommages causés aux infrastructures et aux biens publics, et à prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans les plus brefs délais. Sur place, les responsables ont procédé

à une inspection minutieuse des différents points affectés, notamment les arbres déracinés, les installations endommagées et les désagréments subis par les habitants du quartier. Des instructions fermes ont été données aux services compétents afin d’intervenir rapidement pour sécuriser les lieux, dégager les obstacles pouvant représenter un danger pour les citoyens et entamer les travaux de réparation requis. Le Chef de la daïra a insisté sur l’importance de la



coordination entre les différents services concernés, notamment les services communaux, ceux de l’environnement et de la protection civile, afin d’assurer une intervention efficace

et durable. Il a également souligné la nécessité d’un suivi permanent, en particulier en période de conditions climatiques défavorables, pour préserver la sécurité des citoyens et la salubrité de l’environnement urbain. Cette sortie de terrain s’inscrit dans le cadre des efforts continus des autorités locales visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à assurer une gestion proactive des situations d’urgence liées aux aléas climatiques.

ANNABA / CHETAIBI La cellule de crise à pied d’œuvre pour une évaluation des dégâts causés par les intempéries

Imen.B

Face au mauvais temps qui a touché plusieurs régions du pays, une cellule de crise a été activée au niveau de la daïra de Chetaïbi. Dans ce contexte, le Chef de la daïra de Chetaïbi, Walid Zenardji, accompagné du P/APC, Slimane Othmani, a effectué, hier, une sortie de terrain afin de constater les dégâts occasionnés par les récentes perturbations météorologiques ayant affecté

la commune de Chetaïbi au cours des dernières heures de la nuit. Cette sortie de terrain s’est déroulée en présence du Chef de l’unité de la protection civile, du chef de la subdivision des forêts, ainsi que des agents de la protection civile et des forêts. Y ont pris part également les travailleurs de la subdivision des travaux publics et les équipes de la société Sonelgaz, mobilisées pour intervenir sur les différents points touchés.



Dans le cadre de cette mission, la cellule de veille a procédé à l’inspection de plusieurs sites, notamment le port de pêche, les quartiers du centre-ville de Chetaïbi, ainsi que les localités d’El Euzla, Zaouia, El Zegâa

et Belle vue. Les constats effectués ont mis en évidence la chute de branches d’arbres entravant la circulation, lesquelles ont été rapidement dégagées afin de sécuriser les axes routiers. Une intervention a également été menée pour l’abattage d’un arbre de grande taille présentant un danger imminent au quartier Belle vue. Par ailleurs, les équipes de Sonelgaz ont poursuivi, jusqu’à l’heure actuelle, les travaux

de réparation des pannes enregistrées sur le réseau électrique, en vue de rétablir l’alimentation en électricité, notamment au niveau du village de Zaouia. Les autorités locales demeurent mobilisées et poursuivent leurs interventions sur le terrain afin d’assurer la sécurité des citoyens, de limiter les désagréments causés par ces conditions climatiques exceptionnelles et de garantir un retour progressif à la normale.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :
La police mobilisée pour la prise en charge des personnes sans abri

S.F

Dans un contexte marqué par des conditions météorologiques difficiles, la sûreté de wilaya d'Annaba, représentée par le service de wilaya de la sécurité publique, a pris part, aux côtés des différents services concernés, à une sortie de terrain organisée en vue de la prise en charge des personnes sans abri. Cette action s'inscrit dans le cadre des mesures préventives et humanitaires mises en œuvre face aux intempéries,

afin de protéger les personnes vulnérables des risques liés au froid, aux fortes rafales de vent et aux précipitations. La mobilisation conjointe des services de sécurité, des collectivités locales et des organismes sociaux a permis d'identifier plusieurs personnes en situation de précarité et de leur apporter l'assistance nécessaire. Les interventions ont consisté à orienter les personnes concernées vers des structures d'hébergement adaptées, tout en veillant à leur sécurité et à leur dignité. Cette

opération s'est déroulée dans une atmosphère de coordination étroite entre les différents intervenants, illustrant l'engagement des autorités locales en faveur de la solidarité et de la protection sociale. La sûreté de wilaya d'Annaba a réaffirmé, à cette occasion, la poursuite de son implication dans ce type d'actions, particulièrement durant les périodes de perturbations climatiques, dans le but de préserver la sécurité des citoyens et de renforcer la proximité avec la population.



ANNABA / DASS :
Préparatifs du mois de Ramadan : Sortie de terrain pour l'inspection des restaurants Errahma

Imen.B

En application des instructions de Madame la Ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, et dans le cadre des préparatifs de l'opération de solidarité liée au mois sacré de Ramadhan 2026, la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya d'Annaba a organisé, une sortie de terrain consacrée à la visite des restaurants Errahma. Cette sortie a été effectuée par la commission technique chargée du suivi et du contrôle des structures d'accueil destinées à assurer la restauration des personnes démunies durant le mois de Ramadhan.



L'opération a concerné l'inspection de quatre (04) restaurants d'iftar programmés pour une ouverture prochaine à travers la commune d'Annaba. L'objectif principal de cette mission de terrain était de

s'assurer de la disponibilité de l'ensemble des conditions requises, notamment sur les plans sanitaire, sécuritaire et organisationnel, afin de garantir un accueil digne et sécurisé des bénéficiaires. Les membres

de la commission ont procédé à une évaluation minutieuse des locaux, des équipements, des conditions d'hygiène, ainsi que des dispositifs de sécurité et de prévention des risques. Cette initiative

s'inscrit dans la volonté des autorités locales de veiller à la réussite de l'opération de solidarité durant le mois sacré, en assurant des prestations de qualité et en préservant la santé et la sécurité des citoyens appelés à bénéficier des repas d'iftar. La direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya d'Annaba poursuit, en coordination avec les différents services concernés, ses efforts de préparation et de suivi, en vue de l'ouverture des restaurants Errahma dans les meilleures conditions possibles, et ce, dans un esprit de solidarité, de responsabilité et de respect des valeurs de partage propres au mois sacré de Ramadan.

ANNABA / SERVICE PUBLIC :
Nouvelle organisation de la réception des doléances des citoyens à Aïn El Berda

S.F

La daïra d'Aïn El Berda a annoncé l'adoption de nouvelles mesures visant à améliorer la prise en charge des préoccupations et doléances exprimées par les citoyens, dans un souci de meilleure organisation et d'efficacité du service public. Dans une annonce officielle rendue publique par les autorités de la daïra, il est précisé que la réception des doléances des citoyens sera désormais organisée de manière hebdomadaire, à raison d'une journée fixe



chaque lundi. Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à garantir une écoute de qualité, à assurer un suivi rigoureux des préoccupations

soulevées et à optimiser le déroulement des opérations d'accueil. À cet effet, les citoyens souhaitant soumettre leurs

doléances sont invités à se rapprocher du bureau d'accueil de la daïra afin de procéder à leur inscription sur un registre spécialement dédié

à cette opération. Une liste nominative des personnes concernées sera ensuite établie, et les intéressés seront informés de la date de leur réception par différents moyens de communication, notamment par téléphone et via les pages officielles de la daïra et des communes. À travers cette mesure, les autorités locales réaffirment leur engagement en faveur d'une administration de proximité, répondant aux attentes des citoyens et soucieuse d'améliorer la qualité du service public.

Budget 2026

Sébastien Lecornu recourt une troisième fois au 49.3, dernière étape avant l'adoption définitive du texte, attendue lundi

En engageant la responsabilité de son gouvernement, le premier ministre devrait s'exposer à nouveau à deux motions de censure, issues de la gauche hors PS et du RN. Le rejet de ces motions vaudra alors adoption définitive du budget de l'Etat, selon le monde .

La ligne d'arrivée est proche : le premier ministre, Sébastien Lecornu, a activé, vendredi 30 janvier en début de matinée, pour la troisième fois, l'article 49 alinéa 3 de la Constitution à l'Assemblée nationale. Il s'agit de la dernière étape avant l'adoption définitive du budget de l'Etat, attendue pour lundi. Après quatre mois de discussions acharnées au Parlement, le projet de loi de finances 2026 (PLF) va pouvoir aboutir.

« La France doit avoir un budget. Et donc, devant cet hémicycle, j'engage la responsabilité du



gouvernement sur l'ensemble du PLF pour 2026, sur la base de l'article 49 de la Constitution », a sobrement déclaré devant l'Assemblée le premier ministre. En engageant ainsi la responsabilité de son gouvernement, Sébastien Lecornu devrait s'exposer à nouveau à deux motions de

censure, issues de la gauche hors Parti socialiste (PS) et du Rassemblement national. Celles-ci seront soumises aux députés « probablement lundi après-midi », ont rapporté des sources gouvernementales et parlementaires à l'Agence France-Presse. Sauf immense surprise, elles seront rejetées

comme les deux précédentes grâce à la clémence des Républicains et surtout des socialistes.

Le rejet des motions de censure vaudra alors adoption définitive du budget de l'Etat, qui devra tout de même passer le filtre du Conseil constitutionnel avant d'être promulgué. Sa mise en place mettra fin au régime fragile de la loi spéciale, votée à la fin de décembre faute d'accord parlementaire pour assurer la continuité de l'Etat

Un texte « imparfait » mais qui permet de « sortir du climat d'incertitude », selon le gouvernement

S'il est certes « imparfait », ce budget « est un texte utile pour les Français, car il nous permet de sortir du climat d'incertitude qui s'est installé depuis quelques mois », a salué jeudi la ministre des comptes publics, Amélie de Montchalin. Elle s'exprimait

devant les sénateurs, très mécontents de la copie finale. Ces derniers, qui devaient être saisis du texte avant son retour à l'Assemblée, selon les règles de procédure parlementaire, n'ont pas souhaité retarder l'échéance, préférant le rejeter d'emblée sans rouvrir la discussion.

Si certains parlementaires, tout comme l'agence de notation Moody's, en doutent, le texte entend ramener le déficit à 5 % du PIB en 2026, contre 5,4 % en 2025.

Il prévoit diverses concessions en direction notamment du PS, comme les repas à 1 euro pour les étudiants ou la hausse de la prime d'activité pour les salariés modestes. Mais il continue de susciter l'hostilité de l'extrême droite et d'une grande partie des élus de gauche (« insoumis », écologistes et communistes), qui ont déposé à chaque occasion des motions de censure.

Jean-Luc Mélenchon tente de séduire les petits patrons

Engagé dans une stratégie de présidentialisation, le leader de La France insoumise a convié les représentants patronaux, hors Medef, à un colloque pour démontrer, entre autres, les bienfaits de la planification. Une entreprise de séduction qui laisse perplexes les intéressés, selon le monde fr.

A l'Institut La Boétie, à Paris, le think tank maison de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon s'amuse. « Me voici trotsko-poujadiste parce que je vous rencontre », plaisante-t-il. Samedi 24 janvier, il ouvrait un colloque intitulé « Le

néolibéralisme est-il compatible avec les petites entreprises ? », une question purement rhétorique pour un mouvement qui veut « rompre avec le capitalisme », comme le mentionne son programme politique, L'Avenir en commun.

A quinze mois de l'élection de 2027, Jean-Luc Mélenchon, officiellement en piste pour une quatrième candidature, s'est résolument engagé dans une stratégie de présidentialisation. Devant une partie du monde patronal, le leader de LFI s'est attaché à montrer comment les « insoumis » « se préparent à gouverner » et a tenté de

tordre le cou à une idée reçue : non, le mouvement n'est pas l'ennemi des chefs d'entreprise. D'ailleurs, il n'a pas l'intention « de nationaliser les coiffeurs, les restaurants, les maçons », a-t-il déminé.

Dans le logiciel économique « insoumis », il y a les bons patrons et les mauvais patrons. Les grandes multinationales et le CAC 40, d'un côté, les PME et les TPE, de l'autre. Seules des organisations patronales de petites structures, comme la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), la Confédération nationale de l'artisanat des métiers et des services, la



Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) et l'Union des entreprises de proximité (U2P), étaient conviées. Pas le Medef, incarnation du « grand capital ».

En Chine, l'énigme et l'onde de choc de la purge des plus haut gradés de l'armée par Xi Jinping

L'arrestation récente de Zhang Youxia, le premier vice-président de la commission militaire centrale, pourtant respecté et expérimenté, interroge, après treize ans de « nettoyage » du président chinois au sein de l'Armée populaire de libération, selon le monde fr.

Les analystes militaires, d'où qu'ils viennent, restent perplexes. En trois ans, la deuxième armée la plus puissante de la planète, première en nombre d'hommes et de navires, a perdu presque tous ses plus haut gradés. Des sept membres nommés en 2022 à



la commission militaire centrale de Chine, en principe organe décisionnaire, n'en restent

plus que deux aujourd'hui : son président, Xi Jinping, et le commissaire à la discipline,

qui a exécuté ses purges, Zhang Shengmin. Les arrestations de gradés, même dans les hautes sphères, ne suscitent qu'une attention relative tant les Chinois se sont habitués à la destitution d'officiels : en 2025, 983 000 ont fait l'objet de sanctions disciplinaires, chiffre le plus élevé depuis que la Chine a commencé à publier ce type de statistiques.

Annoncée le samedi 24 janvier, la chute du plus haut gradé d'entre eux, Zhang Youxia, le premier vice-président de la commission, constitue cette fois

un séisme. Il dirigeait, jusqu'à présent, l'armée derrière Xi Jinping et cumulait des fonctions équivalentes à celles d'un chef d'état-major et d'un ministre de la défense. Déjà, en octobre 2025, huit des généraux les plus importants avaient été arrêtés. « C'est le développement le plus stupéfiant en politique chinoise depuis l'ascension de Xi Jinping au pouvoir », affirme Dennis Wilder, professeur à l'université de Georgetown, à Washington, DC, après avoir longtemps été à la tête de l'analyse.

INDE :

Au moins 25 morts dans l'incendie de deux bâtiments à Calcutta, selon les autorités

Des recherches sont toujours en cours pour retrouver une vingtaine d'autres personnes portées disparues. Le sinistre a ravagé lundi les bâtiments d'une agence de décorateurs et d'une entreprise de restauration rapide selon le monde fr. Au moins 25 personnes ont été tuées dans l'incendie de deux bâtiments dans la mégapole indienne de Calcutta (Nord-Est), ont annoncé, vendredi 30 janvier, les autorités locales, alors que des recherches sont toujours en cours pour



retrouver une vingtaine d'autres personnes portées disparues. Le sinistre a ravagé lundi les bâtiments d'une agence de décorateurs et d'une entreprise de restauration rapide, a

détaillé à l'Agence France-Presse (AFP) le ministre du gouvernement de l'Etat du Bengale-Occidental chargé des pompiers, Sujit Bose. « Le feu s'est déclaré tôt le matin et a surpris ceux qui dormaient dans le bâtiment, avant de se propager rapidement à un autre bâtiment », a-t-il décrit. Le bilan du sinistre reste provisoire, a poursuivi M. Bose, car les familles de 27 personnes restaient vendredi sans nouvelles de leurs proches depuis le déclenchement de l'incendie.

Le directeur des services de secours locaux, Ranvir Kumar, a relevé que les bâtiments détruits n'étaient pas équipés de tous les dispositifs de sécurité requis par la loi. Les incendies en Inde sont fréquents, en raison d'infrastructures en piteux état et de normes de sécurité et d'évacuation pas toujours appliquées. Au début de janvier, une discothèque de la cité balnéaire de Goa (Ouest) avait été ravagée par les flammes, faisant 25 morts.

En Syrie, les Kurdes annoncent un accord avec le régime de Damas

Les forces de sécurité de Damas vont se déployer dans deux villes contrôlées par les Kurdes, tandis que les forces kurdes resteront regroupées au sein de trois brigades, selon le monde fr. Les Kurdes syriens, qui contrôlent une zone autonome dans le nord de la Syrie, ont annoncé, vendredi 30 janvier, être parvenus à un accord « global » avec Damas, en vertu duquel leurs forces et leurs administrations seront progressivement intégrées au sein de l'Etat syrien. Les forces de sécurité de Damas vont se déployer dans deux villes contrôlées par les Kurdes, et les puissantes forces kurdes resteront

regroupées au sein de trois brigades. Le texte de l'accord a d'abord été annoncé par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), puis par la chaîne de télévision officielle syrienne. Cet accord a lieu après que les puissantes FDS ont subi un important revers face à l'armée syrienne, à laquelle ils ont dû céder de larges pans du nord et du nord-est de la Syrie sous la pression militaire. Dans un communiqué diffusé sur le réseau social X, l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, a estimé qu'il s'agissait d'une étape « historique dans le cheminement de la Syrie vers la réconciliation nationale,

l'unité et la stabilité ». Il a aussi salué les « pas courageux » effectués par les deux parties. Cessez-le-feu prolongé de quinze jours Les FDS se sont retirées vers leur bastion de Hassaké (Nord-Est). Les forces kurdes contrôlent également la poche de Kobané, plus à l'ouest, séparée territorialement de la zone autonome. Les nouvelles autorités islamistes, qui ont renversé en décembre 2024 Bachar Al-Assad, mettant fin à une longue guerre civile, sont déterminées à étendre leur autorité à l'ensemble du territoire syrien. Damas et les FDS avaient le 24 janvier prolongé de quinze jours un



cessez-le-feu et poursuivaient leurs discussions quant à l'intégration des forces et de l'administration kurdes au sein de l'Etat. Selon le texte de l'accord, « les forces relevant du ministère de l'intérieur vont entrer dans le centre des villes de

Hassaké et de Kamechliyé », les bastions kurdes. L'accord porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes, qui avaient instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est du pays durant la guerre civile (2011-2024).

AUSTRALIE

Une semaine entière de chaleur extrême, avec des températures approchant 50 °C

Une vague de chaleur exceptionnelle, qui a débuté autour du 23 janvier, balaie le sud du pays, mettant les organismes à rude épreuve et provoquant des incendies majeurs, selon le monde fr. Sur les cartes météorologiques de l'île continent, dominées en cette dernière semaine de janvier par des couleurs allant de l'orange au rouge cramoisi, les services de prévision ont dû ajouter une teinte violette pour signaler une vaste zone



où le mercure dépassait 45 °C. La vague de chaleur exceptionnelle qui balaie, depuis le 23 janvier, le sud de l'Australie, provoquant incendies et mises en garde

sanitaires, ne devrait se dissiper qu'au cours du week-end du 31 janvier. « Dans de nombreuses localités du Sud-Est, où les températures se sont même approchées des 50 °C pendant plusieurs jours consécutifs, c'est la vague de chaleur la plus intense jamais enregistrée. Mais ce qui rend cet épisode particulièrement exceptionnel, c'est sa durée : une semaine entière de chaleur extrême ! », s'exclame Dean Narramore, météorologue

au Bureau australien de météorologie. Dès le début du mois de janvier, les habitants du sud-est du pays avaient suffoqué sous des températures exceptionnellement élevées. En l'absence de fronts froids capables d'évacuer cette masse d'air chaud originaire de l'ouest, celle-ci est repartie vers l'Australie-Occidentale et le centre du continent, avant de revenir dans le Sud quelques jours plus tard.

GUERRE EN UKRAINE : Frappe à Zaporijia, une partie de Kiev toujours sans chauffage...



Une frappe russe a provoqué un incendie dans un complexe industriel de Zaporijia (centre-est de l’Ukraine). À Kiev, plus de 450 immeubles résidentiels restent privés de chauffage à la suite des bombardements sur les infrastructures énergétiques ukrainiennes. Retour sur les événements qui ont marqué la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 janvier 2026.

La guerre continue, et les attaques russes sur le territoire ukrainien se poursuivent. Un complexe industriel de la ville de Zaporijia, située dans le centre-est de l’Ukraine, a été pris pour cible par une frappe russe. Aucune victime n’est à déplorer pour le moment.

À Kiev, de nombreux habitants sont toujours privés de chauffage. Plus de 450 immeubles ne sont pas chauffés à cause des frappes russes des dernières semaines sur les infrastructures énergétiques.

Pour remédier en partie au manque de chauffage, l’Ukraine peut compter sur le soutien de l’Italie : le pays a commencé à distribuer des chaudières dans le cadre d’un programme de soutien qui doit permettre de chauffer

jusqu’à 90 000 foyers.

Une installation industrielle frappée à Zaporijia

Selon le gouverneur de la région de Zaporijia, cité par l’agence Ukrinform, une frappe russe a touché une infrastructure industrielle dans la nuit de jeudi à vendredi.

« Les Russes frappent à nouveau Zaporijia », a écrit Ivan Fedorov sur le réseau Telegram, ajoutant qu’un incendie s’était déclaré dans un complexe industriel. Aucune victime n’est à déplorer, selon un rapport préliminaire.

Plus tôt dans la journée, le chef de l’administration locale avait averti contre la menace d’utilisation de bombes aériennes guidées dans la région.

Plus de 450 immeubles de Kiev sans chauffage, distribution de chaudières venues d’Italie

Jeudi soir, plus de 450 bâtiments résidentiels de la capitale ukrainienne demeuraient sans chauffage, a indiqué le maire Vitali Klitschko.

« À l’heure actuelle, 454 immeubles résidentiels de la capitale sont sans chauffage. La plupart d’entre eux se

trouvent dans le quartier de Troieshchyna. Aujourd’hui, au cours de la journée, plus de 100 bâtiments à Troieshchyna ont été reconnectés au chauffage », a-t-il déclaré dans un message Telegram, cité par Ukrinform.

En parallèle, l’Ukraine a commencé à distribuer des chaudières venues d’Italie et qui doivent permettre de chauffer jusqu’à 90 000 foyers. Cette distribution intervient dans le cadre d’un programme plus large de soutien visant à renforcer les infrastructures de chauffage du pays, a déclaré le vice-Premier ministre Oleksii Kuleba le 29 janvier, cité par le média The Kyiv Independent.

La livraison comprend 78 unités de chaudières modulaires et à eau chaude d’une capacité totale de plus de 112 mégawatts, ainsi que des brûleurs, des composants et des systèmes auxiliaires, pour une valeur estimée à 1,86 million d’euros.

Les chaudières ont été distribuées à des communautés des régions de Tchernihiv, Kherson, Kharkiv, Odessa, Mykolaïv, Soumy, Dnipropetrovsk, Zaporijia, Donetsk et Kiev.

« Les chaudières sont destinées aux réseaux urbains endommagés, aux hôpitaux et aux communautés fournissant des services essentiels : cette initiative humanitaire permettra de fournir une capacité de chauffage totale suffisante pour environ 90 000 foyers ou un centre urbain de 250 000 habitants », a déclaré l’ambassadeur d’Italie en Ukraine, Carlo Formosa.

Inquiétudes sur la sécurité nucléaire : l’AIEA réunit son conseil des gouverneurs

L’Agence internationale de l’énergie atomique réunit son conseil des gouverneurs vendredi à la demande de plusieurs pays membres inquiets de la situation nucléaire en Ukraine à la suite des attaques russes sur les infrastructures énergétiques du pays, rapporte l’Agence France-Presse (AFP).

« Nos délégations partagent une inquiétude grandissante quant à la gravité et à l’urgence des risques pour la sûreté nucléaire que cette situation engendre », a écrit le représentant permanent des Pays-Bas auprès de l’AIEA, Peter Potman, au président du Conseil des gouverneurs

Ian David Graining Biggs.

Dans son courrier en date du 21 janvier, dont l’AFP a obtenu copie, il souligne que c’est la raison pour laquelle il demandait la convocation du Conseil des gouverneurs. Peter Potman souligne que « les dernières attaques ont causé des dégâts supplémentaires significatifs aux infrastructures énergétiques en Ukraine, considérées comme essentielles au fonctionnement sûr des centrales nucléaires ».

Il rappelle que le 23 décembre le directeur général de l’AIEA Rafael Grossi avait indiqué « que le réseau électrique ukrainien était devenu “de plus en plus dégradé et instable”, ce qui constitue une menace pour la sûreté des centrales nucléaires ».

L’Ukraine a accusé à plusieurs reprises la Russie de prendre pour cible ses centrales nucléaires, affirmant que les bombardements russes risquaient de déclencher un nouveau drame.

La semaine dernière, des bombardements ont provisoirement privé la centrale nucléaire de Tchernobyl d’alimentation électrique externe.

EN/ Stage de mars : Qui pour remplacer Bounedjah ?



Dans notre édition d’hier, nous révélions l’intention du sélectionneur national Vladimir Petkovic de se passer des services de Baghdad Bounedjah. Un choix fort, presque osé, tant l’attaquant a longtemps incarné le poste d’avant-centre chez les Verts. Mais aux yeux du technicien bosnien, le rendement du joueur et surtout son comportement jugé trop râleur, énergivore et contre-productif, ne correspondent plus aux exigences du projet en vue du prochain Mondial. Dès le stage de mars, l’EN devrait donc apprendre à composer sans Bounedjah. Reste une question centrale : Petkovic dispose-t-il de solutions crédibles pour assurer la succession ? La

dernière CAN n’a pas vraiment apporté de réponses rassurantes. En plus de Bounedjah, le sélectionneur avait retenu Bakrar et Redouane Berkane. Le premier a bénéficié d’un match plein face à la Guinée équatoriale sans convaincre, tandis que le second n’a eu droit qu’à quelques minutes contre le Nigeria, sans réel impact. **Gouiri de retour, mais...** Faute d’options solides, Petkovic s’est rabattu sur Amoura en pointe face à la RDC et au Nigeria, un choix par défaut qui n’a pas porté ses fruits. L’idée d’exploiter sa vivacité dans la profondeur a rapidement été neutralisée par les adversaires, rendant le tournoi encore plus délicat pour l’attaquant et affectant son

moral. Ces ajustements étaient aussi liés à la blessure contractée par Amine Gouiri en octobre, qui l’a privé de la CAN. Depuis, l’attaquant de l’OM est revenu, plus affûté, et semble en mesure de reprendre une place centrale dans la hiérarchie, mais comme tout le monde le sait, le profil du joueur est spécial, car même si les entraîneurs le mettent souvent en position d’attaquant de pointe, il est loin d’être un avant-centre de métier, lui qui est beaucoup plus performant en position excentrée gauche, pas comme ailier, mais plutôt dans un schéma à deux attaquants... **Benbouali attend sa chance** À l’approche de mars, Petkovic va donc devoir rebattre entièrement les cartes. Bakrar,

comme Bounedjah, devrait payer une CAN non concluante. L’avenir de Berkane reste flou et s’il est reconduit, il ne pourra être qu’une option parmi d’autres. Le sélectionneur est ainsi contraint d’explorer de nouvelles pistes, conscient que les avant-centres de niveau international ne courent pas les rues. Dans ce contexte, le nom de Nadhir Benbouali s’impose avec insistance. Auteur d’une saison remarquable en Hongrie avec Győr, meilleur buteur du championnat et leader offensif de son équipe, l’ancien du Paradou coche plusieurs cases chères à Petkovic : efficacité, régularité et temps de jeu. En refusant des offres étrangères pour privilégier la continuité sportive, Benbouali envoie aussi

un signal fort au staff des Verts. **Le pari risqué des jeunes** Derrière lui, d’autres profils restent en observation. Amin Chiakha semble encore en construction, lui qui a choisi encore un championnat modeste pour relancer sa carrière, tandis que Petkovic pourrait être tenté de jeter un œil vers la jeunesse, avec Fynn Schenten (FC Cologne) ou Rayan Kolli, tous deux désireux de saisir leur chance en A, mais le risque de compter sur eux à présent est grand, vu que l’EN a besoin de joueurs aguerris et prêts à performer. À moins de cinq mois du Mondial qui se prépare dès maintenant, le chantier de l’avant-centre apparaît plus ouvert que jamais.

Real Madrid : La presse espagnole recadre Kylian Mbappé après son coup de gueule

Auteur d'un doublé face à Benfica, le Français a battu un record de CR7 en C1, mais il n'a pas empêché la Casa Blanca de s'incliner 4-2. Et en Espagne, les buts inscrits par le Bondynois ne sont pas suffisants...

Hier soir, nous avons vécu un multiplex de folie. Et ce Benfica-Real Madrid a eu d'énormes conséquences. En France, le but inscrit à la dernière seconde par Anatolii Trubin a éliminé l'Olympique de Marseille. De quoi enfoncer le club phocéen un peu plus dans la crise. En Espagne, cette défaite 4-2 est une humiliation pour le Real Madrid, car le club merengue a été éjecté du top 8 et affrontera Bodo/Glimt ou... Benfica en barrages. Une contre-performance qui a provoqué le coup de gueule de Kylian Mbappé en zone mixte.

Mbappé ne s'arrête plus de marquer...

«La semaine dernière, on a fait de bons matchs, mais pas aujourd'hui, et on a besoin de régularité. Il nous manque un peu de tout. Je ne dirais pas que



c'est juste un problème d'attitude ou de jeu, je pense que c'est un problème général, et en Ligue des Champions, chaque détail compte. Si on ne donne pas tout pour gagner un match... Je n'ai pas d'explication claire. On manque de constance dans notre jeu, c'est un problème qu'on va devoir résoudre. On ne peut pas être bons un jour et mauvais le lendemain, ce n'est pas le propre d'une équipe championne. C'est dur à encaisser parce qu'on voulait profiter du mois de février pour progresser, mais on mérite tout simplement notre position actuelle. Benfica méritait de

gagner. J'ai vu Benfica jouer pour sa survie, et je n'ai pas vu ça de notre côté ».

Sur le papier, le capitaine de l'équipe de France ne fait pas partie des Merengues les plus pointés du doigt. En s'offrant un doublé, Mbappé a conforté sa place de meilleur buteur de la Ligue des Champions avec 13 réalisations. Il a également dépassé le record de Cristiano Ronaldo en devenant le joueur ayant marqué le plus grand nombre de buts en phase de ligue/groupe de la Ligue des Champions. Avec 36 buts marqués en 29 matches, l'ancien

Parisien confirme qu'il reste en très grande forme. Mais en Espagne, son bilan comptable ne l'excuse pas totalement des déconvenues du Real Madrid. Marca souligne, par exemple, l'absence de Mbappé, de Vinicius Jr et de Brahim Diaz dans la surface madrilène au moment du coup franc de la dernière chance de Benfica. Le quotidien madrilène s'interroge sur les motivations de ces trois joueurs qui ne viennent pas défendre sur la toute dernière action du match. Et ce n'est pas tout.

... mais il ne défend pas

Dans l'émission El Larguero de la radio Cadena SER, le journaliste Antonio Romero a pointé du doigt l'« abandon intolérable » dont ont fait preuve Vinicius et Mbappé dans ce match, « même s'ils marquent beaucoup de buts à la fin de la saison », avant d'envoyer un message au numéro 10 merengue. « Mbappé est spectaculaire devant le but, mais il doit aussi retrouver ses manches. Pas beaucoup, mais il doit le faire », a-t-il déclaré, imité par Jesus Gallego. « Il dit

que le dernier but de Benfica était honteux, mais il était sur le terrain et n'est pas descendu pour le défendre. Au final, marquer des buts est une chose, mais s'impliquer dans le jeu de l'équipe en est une autre ».

Vous l'aurez compris, c'est l'éternel débat sur l'implication de Mbappé dans les tâches défensives de son équipe qui ressurgit. Un débat qui a longtemps existé au PSG et qui se poursuit de l'autre côté des Pyrénées. « J'ai toujours dit que Mbappé, en tant que buteur, je le veux dans mon équipe, mais je demanderais plus à Mbappé. Je lui demanderais d'avoir plus d'influence dans le jeu, plus de leadership et de se soucier davantage de l'équipe. Car il est vrai que si vous lui passez trois ballons, il en marque deux. Avoir un attaquant comme lui, c'est une assurance-vie, mais je pense qu'il faut demander plus à Mbappé », a conclu Manu Carreño. La star du Real Madrid est prévenue.

Mercato : 8 clubs veulent relancer Raheem Sterling

Libre après la résiliation de son contrat avec Chelsea, Raheem Sterling suscite déjà de nombreux intérêts.

Il y a 10 ans, un Raheem Sterling libre aurait certainement attiré cinq fois plus de clubs. Mais même à 31 ans et une demi-saison blanche dans les jambes, l'international anglais garde une certaine cote en Angleterre, et même en Europe. Mercredi, Chelsea avait annoncé, d'un commun accord avec le joueur, la résiliation de son contrat courant jusqu'en juin 2027.

L'information n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. À en croire le Daily Mail, 8 clubs ont déjà manifesté un intérêt pour récupérer gratuitement l'international anglais (82 sélections, 20 buts). Le média précise que Sterling serait enclin à faire de «gros sacrifices» pour rejouer immédiatement. L'ailier formé à QPR aurait confié à son entourage être prêt à jouer pour moins d'un tiers du salaire qu'il percevait à Chelsea, à savoir 375 000 euros par semaine (environ 1,5 M€ par mois).

Tottenham, Naples, le Bayern Munich sur Sterling

Naples, qui vient de perdre Noa Lang, parti à Galatasaray, y voit une opportunité après avoir déjà réalisé l'énorme coup Kevin De Bruyne l'été dernier. Le Daily Mail ajoute que Tottenham serait un candidat sérieux pour le récupérer, alors que Richarlison et Dominic Solanke sont



blessés, et que Randal Kolo Muani et Mathys Tel ne donnent pas satisfaction. Fulham, surprise de cette saison en Premier League avec une étonnante 7e place, serait aussi intéressé, tout comme Crystal Palace et West Ham. De son côté, le Daily Mirror évoque «7 clubs de niveau Ligue des Champions». Déjà intéressé pour le faire venir l'été dernier, le Bayern Munich serait toujours en course. Quant à Sterling, il ne fermait plus totalement la porte à l'idée de quitter l'Angleterre.

Justice : Didier Deschamps perd son procès contre Daniel Riolo



Attaqué en justice par Didier Deschamps pour diffamation, Daniel Riolo était accusé de diffamation par le sélectionneur national au sujet du forfait de Karim Benzema lors de la Coupe du monde 2022. Les deux hommes ont donné leur version au juge et le verdict était attendu pour aujourd'hui. Le Parisien nous apprend que

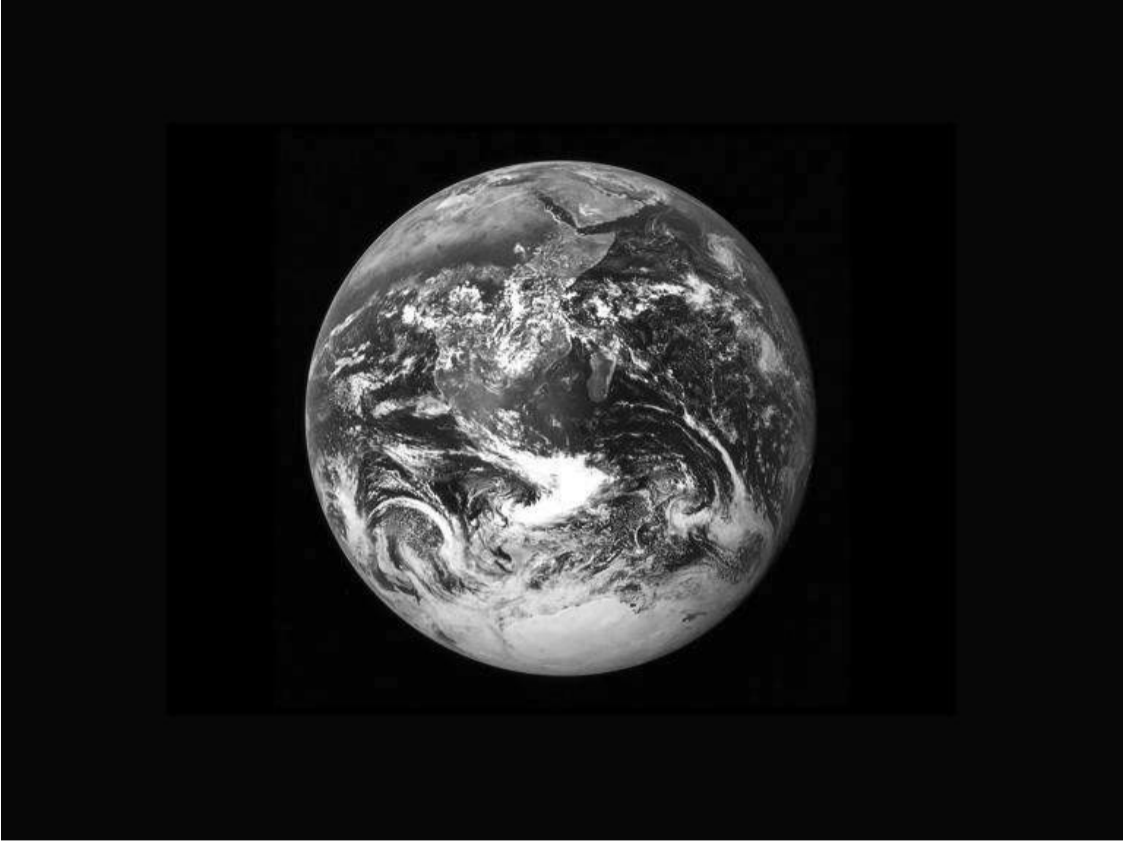
l'éditorialiste de RMC a gagné son procès contre Deschamps. La justice a en effet décidé de le relaxer. Pour rappel, DD n'avait pas accepté d'être traité de « menteur » par Riolo qui a depuis réagi à cette décision en publiant deux émojis soleil sur son compte X. Une belle façon de commencer son week-end.

8,2 milliards d'habitants sur Terre? Selon un chercheur, l'erreur de calcul est énorme

Josias Láng-Ritter, chercheur postdoctoral à l'université d'Aalto en Finlande, après avoir étudié 300 projets de barrages ruraux dans pas moins de 35 pays, est arrivé à la conclusion que le calcul ne tient pas compte des personnes vivant dans les zones rurales.

Dans son étude publiée dans la revue Nature Communications, Josias Láng-Ritter relève que la différence entre les estimations et la réalité pourrait être énorme. “La population réelle vivant dans les zones rurales est beaucoup plus importante que ne l'indiquent les données sur la population mondiale”. En outre, le chercheur souligne que les populations rurales ont été sous-estimées de 53% à 84% au cours de la période étudiée, qui s'étend de 1975 à 2010, rapporte le média Demotivateur.

Un système de calcul fiable
S'appuyant sur sa propre expérience en gestion des ressources en eau sur Terre, Josias Láng-Ritter a collecté plusieurs types de données



démographiques, toutes issues de projets de barrages ruraux, et les a comparées à d'autres chiffres, avancés par d'autres organismes (ceux-ci ayant aussi été analysés dans le cadre de l'étude). Selon lui, il s'agit d'un système fiable pour évaluer

l'exactitude des renseignements démographiques ; la construction de barrages étant à l'origine des déplacements des populations locales. Des déplacements qui sont recensés avec précision “parce que les sociétés de barrage versent

des indemnités aux personnes concernées”. Et d'ajouter : “Contrairement aux données démographiques globales, ces études d'impact locales fournissent des comptages exhaustifs de la population sur le terrain, qui ne sont

pas faussés par les frontières administratives. Nous les avons ensuite combinées avec des informations spatiales provenant d'images satellites”.

Des données biaisées
Selon le chercheur, ce sont le manque de ressources mais aussi les difficultés à se rendre dans ces zones rurales qui constituent l'origine du problème de comptage. Et comme l'indique Demotivateur, lorsque la population rurale est mal représentée, il devient complexe de répartir correctement les ressources. L'étude, qui se base sur une période allant de 1975 à 2010, révèle que les données provenant de 2010 étaient moins biaisées, manquant tout de même entre un tiers (soit 32 %) et trois quarts (soit 77 %) de la population rurale. Selon les chercheurs, il y a de fortes probabilités que les dernières données, bien que plus précises, ne tiennent pas encore compte d'une partie de la population mondiale.

Le mont Fuji pourrait bientôt entrer en éruption, mettant en danger la vie de dizaines de millions de personnes

Le volcan le plus photographié au monde risque-t-il d'exploser? C'est en tout cas ce que craignent les experts. Les volcanologues alertent de plus en plus sur le risque d'éruption du mont Fuji et appellent le Japon à se préparer à cette éventualité. Son réveil mettrait en danger des dizaines de millions de personnes. Et le fonctionnement même de la région pourrait être menacé. Ces prédictions d'une éruption prochaine du mont Fuji se basent notamment sur d'anciennes observations de la montagne. Depuis que des registres sont tenus, elle est entrée en éruption 180 fois, à des intervalles de trente à quarante ans. Cela étant, la dernière éruption remonte à 1707, soit il y a plus de trois siècles. Pourtant, le mont Fuji est toujours considéré comme un volcan actif et chaque jour qui passe augmente la probabilité qu'une catastrophe se produise. Qu'arrivera-t-il en cas d'éruption explosive du mont Fuji? Les 120.000 personnes qui habitent au pied du volcan devront être évacuées en urgence, puisque la



zone pourrait être entièrement dévastée par des coulées de lave massives. Ensuite, c'est toute la région de Tokyo qui pourrait être touchée, lorsque retomberont les fragments de roche. L'agglomération tokyoïte, qui abrite la capitale japonaise et les villes de Yokohama, Chiba ou Saitama, est densément peuplée avec plus de 37 millions d'habitants. Et elle n'est située qu'à une centaine de kilomètres à l'est du

Fujisan (son nom en japonais). Le média en ligne Daily Galaxy affirme qu'en cas d'éruption, environ 500 millions de mètres cubes de cendres volcaniques s'abattront sur la mégalopole tokyoïte, la plongeant dans l'obscurité. Le quotidien indien The Economic Times rapporte qu'un groupe d'experts, sur la base des instructions du bureau du Cabinet (le gouvernement japonais), a classé les scénarios potentiels en fonction de leur

gravité: du niveau 1 pour les chutes de cendres de moins de trois centimètres, au niveau 4 pour celles de plus de trente centimètres. Ce groupe a établi une liste de recommandations pour la population, déconseillant notamment d'évacuer les lieux. Le comité demande aux Tokyoïtes de rester chez eux... et d'attendre. Leurs déplacements devront se limiter au strict minimum pour éviter de

se mettre en danger inutilement et pour ne pas engorger les axes routiers. Si des impératifs les poussent tout de même à sortir, ils devront se munir de lunettes et d'un masque pour éviter les complications dues aux cendres. En prévision, le gouvernement japonais a conseillé à sa population de se constituer une réserve de nourriture permettant de tenir pendant quinze jours, soit le temps pendant lequel devrait durer la future éruption volcanique. L'explosion du mont Fuji pourrait paralyser Tokyo. Si les chutes de cendres dépassaient la trentaine de centimètres, l'accès aux services essentiels tels que l'électricité, l'eau et la réception des téléphones portables serait probablement interrompu, mettant en danger les millions d'habitants de la région. L'argument final qu'avancent les experts pour inciter le Japon à se préparer est économique. Selon eux, le coût de la future éruption pourrait s'élever à des milliers de milliards de yens, l'équivalent de plusieurs dizaines de milliards d'euros.



Ce drôle de robot gonflable venu de Chine peut marcher sur l'eau

On dirait un jouet et pourtant ce robot humanoïde, créé par des chercheurs chinois, est capable de réaliser beaucoup plus de choses que n'importe quel robot humanoïde du moment.

Lors du CES 2026 à Las Vegas, les robots humanoïdes ont attiré l'attention. Ces robots qui reprennent des proportions humaines ont rarement un visage et il y a toujours quelque chose d'anxiogène à les observer nous singer.

Face à eux, il est difficile de savoir si le robot GrowHR, mis au point par des chercheurs de l'Université des sciences et technologies du Sud (SUST), à Shenzhen (Chine), fait partie de la même famille. Et pourtant...

D'abord, son esthétique : il est à la fois mignon et un peu étrange, comme si un ingénieur avait croisé un dessin animé et un prototype de laboratoire. Mais, hormis son aspect qui l'éloigne franchement de l'ambiance martiale et sérieuse des robots humanoïdes, il dispose de tout ce que les autres n'ont pas. Le robot est souple, capable de modifier sa taille pour se faufiler dans des espaces restreints et même de marcher sur l'eau ou de voler !



Les chercheurs ont publié leur étude dans la revue Science Advances. Ils y expliquent comment le robot s'inspire du développement osseux humain pour aller plus loin que les autres robots humanoïdes du moment. Ces derniers sont lourds et rigides. Ils peuvent facilement se casser et blesser les personnes aux alentours en cas de chute.

Pour le GrowHR, les chercheurs ont imité le principe des os humains qui sont à la fois solides et légers. L'équipe a ainsi créé l'équivalent d'os humains. La structure de son robot est constituée de chambres à air souples et étanches, enveloppées d'une enveloppe textile résistante. Lorsque de l'air est injecté dans ces chambres, les

membres du robot peuvent s'étirer jusqu'à plus de trois fois leur longueur initiale. Cela leur confère une rigidité suffisante pour que le robot puisse marcher et transporter des charges. Il reste suffisamment souple pour encaisser les chocs éventuels.

Le robot parfait et rigolo

Ses os et ses membres sont raccordés entre eux par l'équivalent de tendons, sous forme de câbles de tension. Ils sont animés par des petits moteurs et des guides en fibre de carbone.

Si le robot peut « grandir », il peut aussi « réduire » ses dimensions pour se faufiler un peu partout. En dégonflant les chambres des membres, il peut

se réduire à 36 % de sa hauteur et à 61 % de sa largeur.

Autre atout : il est ultra léger. Avec son poids de 4,5 kilos et ses membres qui font office de bouées, il peut flotter, nager et marcher sur l'eau. En s'équipant de rotors, étant donné sa faible masse, il peut également voler comme un drone.

Son côté gonflable présente aussi une garantie de sécurité pour les personnes qui l'entourent. S'il perd son contrôle, il ne blessera personne.

Pour le moment, ce GrowHR n'est qu'un prototype de laboratoire. Il est encore limité dans certaines situations, notamment dans l'eau, où son enveloppe étanche affecte sa motricité. Si l'aspect est très éloigné d'un Terminator rigide, ses capacités sont prometteuses surtout s'il s'agit de s'adapter à des environnements complexes.

Il pourrait alors se faufiler partout lors de missions de recherche, faire des sauts de puce avec ses rotors et se rendre dans des endroits inaccessibles par d'autres robots. Peut-être même qu'il serait aussi doué à la maison comme assistant aux tâches ménagères.

En Bref...

Les injecteurs assurent une combustion efficace du moteur. Zoom sur leur rôle, leur entretien et l'alternative économique et durable du reconditionné.

Élément clé du système d'injection, l'injecteur optimise la performance du moteur en assurant la juste dose de carburant. Aujourd'hui, face à la hausse du coût des pièces détachées neuves et aux enjeux écologiques, les injecteurs reconditionnés apparaissent comme une solution de plus en plus prisée par les automobilistes.

Le rôle central des injecteurs dans la performance moteur

Présents dans tous les véhicules modernes à injection, les injecteurs ont pour mission de pulvériser le carburant dans la chambre de combustion avec précision. Ce dosage optimal permet une combustion efficace, contribuant à la réduction des émissions polluantes et à une meilleure consommation de carburant. À titre d'exemple, un injecteur défectueux peut augmenter la consommation de 15 à 20 %.

La précision de l'injection est d'autant plus cruciale sur les moteurs modernes, équipés de systèmes haute pression, notamment les injecteurs à rampe commune (common rail) développés par Bosch ou Siemens.

Ces technologies peuvent atteindre une pression de 2 000 à 2 500 bars, garantissant une atomisation très fine du carburant pour un rendement optimal. Face au prix élevé des pièces neuves, de plus en plus de conducteurs se tournent vers des injecteurs reconditionnés.

Ces pièces, d'origine constructeur, sont démontées, nettoyées, remises à neuf avec des composants de qualité équivalente et testées selon les normes strictes des fabricants (Bosch, Delphi, Denso, Siemens...).

Les batteries au sodium Une alternative aux batteries lithium ?

Depuis plusieurs décennies, les batteries au lithium-ion se sont imposées comme la technologie de référence dans les secteurs de l'électronique, des véhicules électriques et des énergies renouvelables.

Bien qu'elles soient cruciales pour la transition énergétique et la mobilité électrique, leur production soulève de plus en plus de questions liées à la disponibilité des ressources et à leur impact environnemental. En effet, l'extraction du lithium repose sur des ressources limitées et engendre des impacts environnementaux considérables.

Des alternatives émergentes face aux limites des batteries lithium-ion

Il ne faut pas non plus oublier le recyclage des batteries lithium-ion qui est plutôt coûteux et complexe. Face à toutes ces

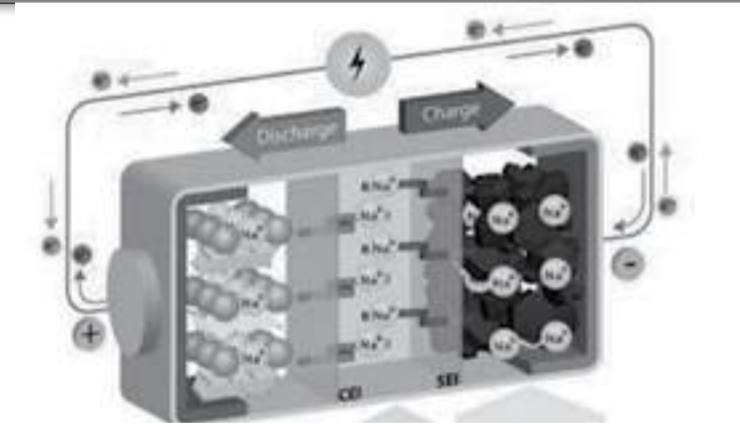
contraintes, les chercheurs explorent des solutions alternatives plus durables.

Parmi elles, les batteries au sodium suscitent un intérêt croissant. L'abondance du sodium, le faible coût de production et le potentiel en matière de durabilité en font une alternative prometteuse.

À l'instar des batteries lithium-ion, celles au sodium fonctionnent grâce à un déplacement réversible d'ions entre une électrode négative (anode) et une électrode positive (cathode). Les ions assurent donc le transport de charge au sein de la batterie.

Lors du chargement de la batterie, les ions sodium migrent de la cathode vers l'anode, tandis que le mouvement inverse se produit lors de la décharge, permettant de fournir de l'énergie électrique.

Un fonctionnement similaire, mais des performances



différentes

Dans les batteries lithium, ce rôle est assuré par des ions lithium. Le fonctionnement est donc similaire, mais les deux types de batteries présentent tout de même des différences notables. La différence de taille et de masse ionique entre les ions sodium et lithium influence effectivement les performances électrochimiques des batteries.

Les ions sodium possèdent un rayon ionique plus important. Ils

s'insèrent donc plus difficilement dans certains matériaux d'électrode, ce qui se traduit par une densité énergétique inférieure à celle des batteries lithium-ion.

En revanche, la disponibilité du sodium et l'utilisation de matériaux moins coûteux avec un impact environnemental réduit représentent des atouts majeurs pour l'adoption à grande échelle des batteries au sodium.



La composition et le fonctionnement de la Commission spécialisée de l'aide aux arts et aux lettres fixés par décret exécutif (JO)

Le décret exécutif no 26-73, fixant la composition et le fonctionnement de la Commission spécialisée de l'aide aux arts et aux lettres, ainsi que les conditions et les modalités de son attribution, a été publié au Journal officiel (No 06).

Composé de six chapitres et de 32 articles, ce décret exécutif, signé par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, établit le cadre juridique général de l'aide publique aux arts et aux lettres en Algérie et organise les modalités de soutien aux activités artistiques et littéraires à travers un dispositif institutionnel placé sous l'autorité du ministère de la Culture et des Arts.

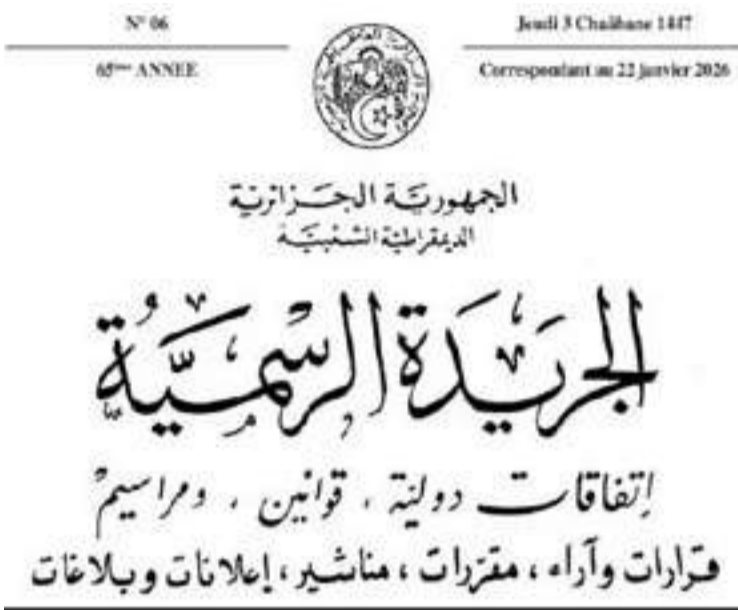
Le décret stipule que l'aide est destinée aux personnes physiques de nationalité algérienne ainsi qu'aux personnes morales de droit algérien actives dans les domaines des arts et des lettres.

Cette aide s'inscrit dans les programmes du ministère et couvre

la création artistique qui inclut notamment, le théâtre, la musique, la danse, les arts visuels, les spectacles, les expositions, les événements culturels, la recherche artistique, les ateliers et résidences, ainsi que la promotion des œuvres algériennes à l'étranger.

La création littéraire, deuxième axe principal couvert par cette aide, concerne, elle, l'écriture, l'édition, l'impression, la traduction, l'achat de droits, les publications périodiques et la bande dessinée, ainsi que la participation aux salons du livre et l'organisation d'activités littéraires.

La gestion de l'aide est confiée à une commission spécialisée de 13 membres: neuf experts des arts et des lettres, trois représentants du ministère et le directeur du Centre national du livre (CNL), nommés pour un mandat d'une année renouvelable une seule fois et se devant de justifier d'une expérience avérée, jouir de leurs droits civils et respecter les principes d'indépendance, de neutralité, de



confidentialité et d'absence de conflit d'intérêts.

Le décret exécutif précise que la commission fonctionne selon un règlement intérieur approuvé par la

ministre de la Culture et des Arts.

Ladite commission examine les dossiers déposés auprès du ministère, évalue les projets selon des critères artistiques, littéraires, techniques

et socioculturels, puis rend un avis motivé transmis à la ministre, seule habilitée à décider de l'attribution de l'aide, laissant aux demandeurs la possibilité d'introduire un recours en cas de refus.

Le décret indique également que l'aide est réservée à des projets nouveaux, précisant que les candidats ayant déjà bénéficié d'un soutien public sans réaliser leur projet en seront exclus et que l'attribution de cette aide donne lieu à une convention fixant les engagements, les modalités de versement, de suivi, de contrôle et les délais d'exécution, ajoutant que les fonds, incessibles, seront versés sur un compte spécial au nom du bénéficiaire.

L'utilisation des fonds est soumise à un contrôle, selon les dispositions de ce décret, qui stipule également qu'en cas de manquement, la ministre eut prononcer l'exclusion, la suspension ou l'annulation de l'aide, ainsi que le remboursement des sommes.

Ouverture des candidatures pour le Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi 2026

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé, mercredi, l'ouverture des candidatures pour l'édition 2026 du Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi.

Les candidats âgés de moins de 35 ans au 1er janvier en cours souhaitant participer à ce concours annuel, sont invités à déposer leurs dossiers de candidature, entre le 1er février et le 15 mars, au niveau des directions de la culture et des arts des wilayas ou via la plateforme numérique du ministère de la Culture et des Arts, à l'adresse suivante : <https://e-servicesculture.dz/prix-ali-maachi>.

Le Prix Ali-Maâchi récompense les œuvres littéraires (roman, poésie et œuvre écrite de théâtre) et les œuvres artistiques (œuvres musicales, arts lyriques et chorégraphiques, arts cinématographiques et audiovisuels, œuvre dramatique-théâtre- et arts plastiques).

Le dossier de candidature à ce concours, ouvert aux jeunes créateurs âgés de 18 à 35 ans, comprend une demande manuscrite de participation, une

déclaration sur l'honneur attestant de la propriété de l'œuvre, un CV accompagné d'un exposé des œuvres du candidat, et un exemplaire de l'œuvre présentée pour le concours accompagnée d'une fiche technique.

Créé en 2006 en vertu d'un décret présidentiel, le Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi est destiné aux jeunes créateurs de moins de 35 ans. Il est décerné aux trois premiers lauréats dans chaque discipline, et ce, le 8 juin de chaque année, à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste.



Institutionnalisation du Festival international «Panorama Cinéma» à Constantine



Un arrêté ministériel, daté du 23 décembre 2025, portant institutionnalisation du Festival culturel international annuel «Panorama Cinéma», à Constantine, a été publié au Journal officiel n 6, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Cet arrêté fait suite à l'engagement de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, lors

de sa rencontre avec des artistes de la wilaya de Constantine, à l'occasion de sa visite en décembre dernier, après celle du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant «le renforcement de la présence de l'Algérie sur la scène internationale à travers les festivals de cinéma et la redynamisation de la vie culturelle dans la ville».

Le Festival «Panorama Cinéma»

visait à «mettre en lumière les expériences contemporaines du cinéma algérien, à soutenir les jeunes talents et à accompagner les projets prometteurs en matière de réalisation, d'écriture de scénarios et de techniques cinématographiques tout en intégrant les différentes écoles et tendances cinématographiques internationales dans un paysage artistique reflétant une diversité de visions et de styles», selon le communiqué.



Bruce Springsteen publie «Streets of Minneapolis» à la mémoire d'Alex Pretti et de Renee Good abattus par l'ICE



«J’entends ta voix pleurer à travers la brume sanglante / Nous nous souviendrons des noms de ceux qui sont morts dans les rues de Minneapolis», chante notamment Springsteen dans cet hommage aux deux Américains tués par des agents fédéraux dans cette ville ces

dernières semaines. «J’ai écrit cette chanson samedi, je l’ai enregistrée hier et l’ai publiée pour vous aujourd’hui, en réponse à la terreur d’Etat qui s’abat sur la ville de Minneapolis», a écrit Bruce Springsteen sur son site.

pour accompagner sa nouvelle chanson, dévoilée mercredi 28 janvier dans la soirée. Baptisée Streets of Minneapolis, elle «est dédiée aux habitants de Minneapolis, à nos voisins immigrés innocents et à la mémoire d’Alex Pretti et de Renee Good. Restez libres», ajoute-t-il. Cette ville du Minnesota est à l’épicentre des tensions aux Etats-Unis depuis la mort samedi 24 janvier d’Alex Pretti, 37 ans, abattu froidement de dix balles par des agents de la police aux frontières américaine (CBP), quelques semaines seulement après la mort le 7 janvier dans la même ville de Renee Nicole Good, une mère de famille du même âge, sous les balles de la police de l’immigration (ICE). Dans cette chanson aux accents dylaniens, Bruce Springsteen, critique féroce de l’actuel locataire de la Maison Blanche avant même son premier mandat

présidentiel, dénonce «les gangsters fédéraux de Trump» et «les sales mensonges de Miller et Noem» (le conseiller politique de Trump Stephen Miller et la secrétaire à la sécurité intérieure Kristi Noem). Il évoque «une ville en flammes» et des «citoyens défendant la justice», luttant «sous les bottes d’un occupant», «l’armée privée du roi Trump». «Oh notre Minneapolis, j’entends ta voix / Pleurer à travers la brume sanglante / Nous nous souviendrons des noms de ceux qui sont morts / Dans les rues de Minneapolis», ajoute-t-il, en référence à l’un de ses tubes, Streets of Philadelphia. «ICE n’a qu’à dégager» Le 18 janvier, Bruce Springsteen avait déjà pris la parole lors d’un concert de charité dans le New Jersey pour dénoncer l’ICE et le meurtre de Renee Nicole Good. Il avait joué en son honneur sa chanson The Promised Land. «J’ai écrit cette chanson

comme une ode aux possibilités américaines», avait-il expliqué en introduction. «Nous traversons actuellement une période d’une gravité extrême. Les États-Unis, les idéaux et les valeurs qu’ils ont incarnés pendant 250 ans, sont mis à rude épreuve comme jamais auparavant dans l’histoire moderne. Ces valeurs et ces idéaux n’ont jamais été aussi menacés qu’aujourd’hui.» «Si vous croyez au pouvoir de la loi et au fait que personne n’est au-dessus d’elle, si vous vous opposez à l’invasion d’une ville américaine par des troupes fédérales masquées et lourdement armées utilisant des tactiques de la Gestapo contre nos concitoyens, si vous croyez que vous ne méritez pas d’être assassiné pour avoir exercé votre droit à manifester, alors envoyez un message à ce président, comme l’a dit le maire de la ville : l’ICE n’a qu’à dégager de Minneapolis.»

La poétesse et romancière franco-libanaise Vénus Khoury-Ghata est morte à l'âge de 88 ans

Vénus Khoury-Ghata a publié une quarantaine de romans et de nombreux recueils de poésie, traduits dans le monde entier. La poétesse et romancière franco-libanaise Vénus Khoury-Ghata, récompensée par un Prix Goncourt de la poésie en 2011, est morte mercredi 28 janvier à 88 ans à Paris, où elle vivait depuis plus d’un demi-siècle, ont annoncé jeudi les éditions Mercure de France. Cette «grande figure des lettres francophones», selon son éditeur, est née le 23 décembre 1937 au

Liban. Après des études à l’Ecole supérieure de lettres à Beyrouth, elle publie ses premiers recueils de poésie dans les années 1960. Au début des années 1970, elle s’installe à Paris où elle restera pour fuir la guerre dans son pays d’origine. Son premier roman Les inadaptés paraît en 1971 aux éditions du Rocher. Exil et condition des femmes Vénus Khoury-Ghata a publié de nombreux romans portant notamment sur l’exil et la condition des femmes, dont Sept pierres pour la femme adultère et Marina Tsvétaïeva, mourir à Elabouga. Elle est aussi l’auteur

d’une trentaine de recueils de poèmes, comme Fables pour un peuple d’argile et Demande à l’obscurité. Dans son dernier roman, Ce qui reste des hommes, publié aux éditions Actes Sud, elle abordait avec humour et dérision des thèmes sombres, comme la solitude, la vieillesse, et le deuil. Son œuvre, traduite en de nombreuses langues, a été couronnée par le Grand Prix de poésie de l’Académie française en 2009 et par le Goncourt de la poésie en 2011 pour Où vont les arbres ?



Mais au fait, c'est quoi ce documentaire « Melania » sur l'épouse de Donald Trump



Le documentaire, financé par Amazon, sort vendredi dans les salles du monde entier, sauf en France «Melania». Le documentaire, produit par la première dame des Etats-Unis, et qui suit l’épouse du milliardaire républicain dans les trois semaines avant sa nouvelle investiture à la Maison-Blanche en janvier, sort ce mercredi au

cinéma dans le monde entier. Sauf en France, indique Amazon, sollicité par 20 Minutes. Et sans en préciser la raison. De quoi parle ce film ? Pourquoi est-il financé par Amazon ? Par qui est-il réalisé ? On fait le point avec vous ! De quoi ça parle ? Les studios Amazon-MGM ont sorti en décembre dernier la bande-annonce du documentaire qui se vante d’offrir un accès

«sans précédent » à ces 20 jours, « à travers les yeux de la première dame elle-même ». « Avec des images exclusives capturant des réunions cruciales, des conversations privées, et des milieux jamais vus auparavant, «Melania» présente le retour de Mme Trump dans l’un des rôles les plus puissants au monde », souligne Amazon sur son site.



Antibiotiques, flore intestinale, antibiorésistance : une relation à haut risque

C'est bien connu, antibiotiques et microbiote ne font pas bon ménage. Mais à quel point les antibiotiques sont-ils néfastes pour notre flore intestinale et comment agissent-ils ? Les réponses avec le docteur Benjamin Davido, infectiologue. Indispensables pour traiter de nombreuses infections bactériennes, les antibiotiques ont sauvé des millions de vies depuis leur découverte, il y a près d'un siècle. Mais leur action ne se limite pas aux bactéries responsables de l'infection. En modifiant profondément le microbiote intestinal, ils peuvent avoir des conséquences durables, à la fois individuelles et collectives. Un impact longtemps sous-estimé, aujourd'hui au cœur des enjeux liés à l'antibiorésistance. Prendre des antibiotiques : pourquoi ça déséquilibre le microbiote ? Les antibiotiques sont des médicaments conçus pour agir contre les bactéries. Selon les molécules, ils utilisent différents mécanismes d'action. « Certains bloquent la synthèse des protéines bactériennes en agissant sur le ribosome, d'autres détruisent la membrane bactérienne. D'autres encore empêchent la réplication de l'ADN ou perturbent des enzymes essentielles à son métabolisme », explique le Dr Benjamin Davido, infectiologue. On distingue également les antibiotiques "bactéricides", qui tuent directement les bactéries, de ceux qui bloquent leur multiplication, laissant au système immunitaire le soin de les éliminer : les "bactériostatiques". Enfin, tous les antibiotiques n'ont pas le même spectre d'action. Les antibiotiques dits "à large spectre" (Augmentin® ou amoxicilline, fluoroquinolones...) agissent sur de nombreuses familles de bactéries, tandis que ceux "à spectre étroit" ciblent une ou deux espèces bien identifiées. Les premiers sont souvent utilisés en urgence ou en début de prise en charge, lorsque la bactérie responsable n'est pas encore connue. Le microbiote intestinal, première victime collatérale des antibiotiques Le microbiote intestinal est constitué de plusieurs milliers de milliards de bactéries, mais aussi de virus et de champignons. Cet écosystème complexe joue un rôle clé dans la digestion, l'immunité et le métabolisme, et repose sur un équilibre fragile. Lorsqu'un antibiotique est administré, il ne distingue pas les "bonnes" bactéries des "mauvaises". « Résultat : une



partie du microbiote est détruite, la diversité bactérienne diminue, et certaines espèces prennent le dessus », explique le Dr Benjamin Davido. On parle alors de "dysbiose". Plusieurs études ont montré qu'après une antibiothérapie, la composition du microbiote pouvait rester altérée pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois (sources 1,2,3). « Certaines bactéries ne réapparaissent pas spontanément, tandis que d'autres, parfois résistantes, peuvent s'installer durablement », précise l'infectiologue Benjamin Davido. Contrairement à une idée reçue, cet impact ne concerne pas uniquement les antibiotiques pris par voie orale. Même administrés par voie intraveineuse, certains antibiotiques se retrouvent dans l'intestin via la bile ou les sécrétions digestives, exposant là encore le microbiote. Diarrhée, mal de ventre, nausée... : quand le déséquilibre du microbiote devient un problème de santé Dans la majorité des cas, le microbiote finit par se rééquilibrer. Mais chez certaines personnes, cette perturbation peut entraîner des conséquences cliniques, notamment :

- des diarrhées post-antibiotiques,
- des troubles digestifs persistants,
- des infections opportunistes comme celles à Clostridioides difficile,
- une fragilisation du système immunitaire.

En réalité, le tube digestif devient un réservoir de bactéries sélectionnées par l'antibiotique. iose», "intestin poreux" : attention aux raccourcis Le terme d'"intestin poreux" (ou augmentation de la perméabilité intestinale) est actuellement très utilisé, parfois à tort. Sur le plan scientifique, on sait qu'une dysbiose peut altérer la barrière intestinale et favoriser une inflammation. Néanmoins, une grande partie des preuves les plus solides viennent de

travaux expérimentaux (modèles animaux) ou d'associations chez l'humain, plutôt que d'un lien simple "cause -> maladie" applicable à tous (source 4). Ce qu'on peut dire de façon rigoureuse, en revanche, c'est que la dysbiose est impliquée (comme facteur contributif, parmi d'autres) dans plusieurs maladies inflammatoires et métaboliques, notamment :

- Les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin : MICI : maladie de Crohn, rectocolite hémorragique ;
- Le "syndrome de l'intestin irritable" ou SCI (dans une logique multifactorielle) ;
- Certaines allergies/asthme (surtout quand l'exposition aux antibiotiques est précoce) ;
- Et possiblement des trajectoires métaboliques (prise de poids/obésité) dans certains contextes.

Quand un problème individuel devient collectif L'antibiorésistance et le déséquilibre du microbiote causés par les antibiotiques ne se limitent pas aux patients hospitalisés ou aux infections graves. Ils peuvent aussi se construire silencieusement, dans l'intestin de personnes en bonne santé, sans le savoir. Le portage asymptomatique de germes résistants est donc un enjeu majeur, rappelle le Dr Benjamin Davido. « Ces bactéries peuvent ensuite être transmises, directement ou indirectement. » En France, environ 90 % des antibiotiques sont prescrits en ville, le plus souvent par des médecins généralistes. « Chaque prescription, même pour une infection bénigne, contribue à cette pression de sélection. Santé publique France estime qu'environ 5 000 décès par an sont liés à des infections dues à des bactéries résistantes, un chiffre probablement sous-estimé à l'échelle mondiale », observe l'infectiologue. Ville ou hôpital : une fausse opposition

L'hôpital n'est donc pas le seul lieu où se jouent l'antibiorésistance et le déséquilibre de la flore intestinale. « Certes, on y utilise des antibiotiques puissants, mais leur prescription est très encadrée », explique le Dr Benjamin Davido. Autrement dit, le risque est souvent plus élevé à l'hôpital (patients fragiles, antibiotiques "de dernier recours"), mais le volume d'exposition (donc la pression sur les microbiotes) se joue massivement en ville. bio, greffe de microbiote : une efficacité limitée Face aux perturbations du microbiote, les probiotiques suscitent beaucoup d'espoirs. Mais leurs effets varient selon les souches, les doses et les individus. « Les doses réellement efficaces observées dans certaines études sont souvent difficiles à atteindre en pratique courante », souligne le Dr Benjamin Davido. En cas de dysbiose marquée, les compléments alimentaires disponibles en pharmacie sont donc souvent insuffisants. Ils peuvent néanmoins avoir un intérêt dans certaines situations bénignes et transitoires, comme la constipation ou les diarrhées aiguës : une méta-analyse retrouve notamment une réduction du risque de diarrhée sous antibiotiques avec certaines souches, avec un niveau de preuve globalement modéré (source 6). Il en va de même pour les probiotiques alimentaires (yaourts, kéfir), dont l'effet est souvent modeste et très variable d'une personne à l'autre. La greffe de microbiote fécal, qui consiste à transférer le microbiote d'un donneur sain, peut modifier profondément l'écosystème intestinal. Quels probiotiques ou levure choisir après un traitement antibiotique ? Même si les résultats sont limités, certaines souches probiotiques et levures ont montré quelques bénéfices pour limiter les diarrhées associées aux antibiotiques (AAD) :

- Saccharomyces boulardii CNCM I-745 (levure) (source 11).
- Lactobacillus rhamnosus GG (source 12).
- Formulations multi-souches (Lactobacillus + Bifidobacterium) (source 13).

Les essais cliniques ont surtout évalué l'administration pendant ou juste après le traitement antibiotique (source 11). Les bénéfices des probiotiques sont très spécifiques à la souche utilisée (source 14). Prévenir les infections pour protéger le microbiote La meilleure façon de protéger le microbiote reste encore de réduire

le risque infectieux. Hygiène des mains, vaccination, port du masque en période épidémique : ces mesures limitent les infections, et donc le recours aux antibiotiques. « La prévention est probablement l'arme la plus puissante, et la plus sous-estimée, contre l'antibiorésistance », insiste le Dr Benjamin Davido. Il rappelle d'ailleurs que pendant la pandémie de Covid-19, la consommation d'antibiotiques a fortement diminué, illustrant l'impact direct des mesures de prévention. (source 7) L'alimentation et l'activité physique : des clés pour préserver son microbiote L'alimentation joue un rôle central dans l'équilibre du microbiote. Une alimentation variée, équilibrée et riche en fibres favorise la diversité bactérienne, considérée comme un marqueur de bonne santé intestinale. Les fibres alimentaires (fruits, légumes, céréales complètes, légumineuses), dites "prébiotiques", servent de substrat aux bactéries bénéfiques. Elles favorisent notamment la production d'acides gras à chaîne courte, des métabolites impliqués dans le fonctionnement intestinal, l'immunité et l'inflammation (source 8 et 9). Chaque microbiote est unique, façonné par l'histoire individuelle et les habitudes alimentaires. Des changements alimentaires brutaux ou répétés peuvent perturber cet équilibre, en particulier après une antibiothérapie. Côté activité physique, les données suggèrent aussi un effet favorable (avec des résultats variables selon les études) mais globalement une association avec une diversité microbienne plus élevée et des profils plus "favorables" chez les personnes actives (source 10). Préserver son microbiote : une approche globale Découverts en 1929 par Alexander Fleming, les antibiotiques sont utilisés massivement depuis les années 1940. Après près d'un siècle d'usage, l'émergence de résistances n'a rien d'un échec moral : c'est un phénomène biologique attendu, pour le Docteur Benjamin Davido. Il en va de même de l'ensemble des désordres constatés sur la flore intestinale. L'objectif n'est pas d'imaginer un monde sans antibiotiques, mais d'éviter l'impasse thérapeutique. Protéger son microbiote ne repose pas sur une solution unique, mais sur une approche globale : limiter les antibiotiques inutiles, prévenir les infections et adopter une hygiène de vie.



Voici les 3 franges que l'on verra partout en 2026 selon une coiffeuse

Depuis plusieurs années, les franges ont la côte. Que ce soit une frange courte très tendance, ou une option “rideau” plus floue et effilée, il existe une multitude de variantes adaptées aux différentes formes de visages et natures de cheveux. Et cette coupe tendance a été largement adoptée par les célébrités du monde entier. Parmi elles, la chanteuse Rihanna, qui a récemment révélé une coupe carrée sublimée par une longue frange rideau, ou encore l’actrice Sophie Marceau, qui

a fait sensation lors du défilé Jacquemus de la Fashion Week Masculine Automne/Hiver 2026-2027 grâce à sa frange courte et dense. La frange est donc un ajustement idéal à ajouter à sa coupe de cheveux pour lui apporter un twist supplémentaire. Mais quelles seront les franges les plus tendances en 2026 ? “Cette année, les coupes sont de plus en plus audacieuses”, note dans les colonnes de Newbeauty la coiffeuse de célébrités Pamela Neal. Selon l’experte, 3 franges



en particulier vont être sur toutes les têtes en 2026.

Quelles sont les franges les plus tendance pour 2026 ? Une coiffeuse répond

Si en 2025, la frange rideau, la frange émoussée, ou encore la frange vaporeuse étaient partout, d’autres variantes seront sur le devant de la scène en 2026. Voici les franges qui seront les plus tendance cette année, selon Pamela Neal. Et bonne nouvelle, il y en a pour tous les types de cheveux !

La frange bouclée

Qui a dit qu’on ne pouvait pas adopter la frange avec des cheveux bouclés ? Si vous avez toujours voulu tester cette tendance, c’est le moment ! En effet, la frange bouclée a été adoptée par de nombreuses stars comme la chanteuse Taylor Swift ou l’actrice Zendaya. “Une frange sur des cheveux bouclés a longtemps été considérée comme impossible en raison de la nature imprévisible des boucles, mais lorsqu’elle est bien pensée et qu’on la laisse libre de faire ce qu’elle veut, elle est en fait très

mignonne”, explique Pamela Neal. D’après la coiffeuse, cette frange est idéale pour envoyer “un signal d’irrévérence et d’espièglerie totale”.

La micro-frange

Tout aussi audacieuse, la frange très courte, ou la micro-frange permet un look tendance et affirmé. Lors du Met Gala 2025, l’actrice Pamela Anderson a fait sensation en arborant un carré et une micro-frange droite. Par ailleurs, si cette coupe peut faire peur, la coiffeuse avance que “peu importe comment la personne qui la porte s’habille, elle sera toujours perçue comme quelqu’un qui a une personnalité”.

La frange ébouriffée

Mais si vous souhaitez opter pour une option plus discrète, Pamela Neal conseille de vous tourner vers une “shaggy bangs”, ou frange ébouriffée. Selon la coiffeuse, cette coupe intemporelle s’adapte parfaitement à de nombreux styles. Plus ou moins fournie, elle donne ainsi un effet rock ou davantage glamour. “Et cela ne se démodera jamais”, affirme l’experte.

Smoky eye sur peau mature ou paupière tombante L'astuce inratable d'un maquilleur pour sublimer le regard

Maquillage culte des années 90, aujourd’hui adoubé par des célébrités telles que Bella Hadid, Zoë Kravitz ou encore le mannequin Emily Ratajkowski, le smoky eye reste un incontournable. Ce maquillage des yeux charbonneux permet d’étirer le regard, de le souligner et de lui apporter de l’intensité, que l’on ait les yeux clairs ou foncés. Diablement séducteur, il s’impose comme le look idéal pour les soirées. Seulement voilà, ce look au regard de biche peut parfois effrayer les personnes à la peau mature ou aux paupières tombantes, par peur que le résultat ne vire à l’«œil de panda» et n’ait donc pas l’effet escompté. Pas de panique ! Selon le maquilleur Charly Salvator, il est tout à fait possible de réaliser un joli regard félin, même avec des paupières tombantes. Dans une vidéo TikTok, l’expert beauté a d’ailleurs livré ses précieux conseils pour obtenir un résultat parfait.

Smoky eye sur une peau mature ou et pour les paupières tombantes : le tuto d’un maquilleur Dans sa vidéo TikTok, le maquilleur partage ses astuces pour réaliser un smoky eye “inratable” adapté aux paupières tombantes et aux peaux matures. Voici les étapes à suivre : Appliquer un fard neutre (teinte beige ou adaptée à votre carnation) crème en base sur l’ensemble de la paupière. «Tu le mets légèrement et tu estompes», précise le maquilleur, qui applique la base à l’aide d’un pinceau. Il en pose également en ras de cils afin d’assurer une meilleure tenue des matières appliquées par la suite. Prendre un fard crème marron et l’appliquer sur la paupière mobile, puis venir estomper au pinceau. L’astuce, si vous avez la paupière tombante, est de remonter légèrement la matière vers le haut afin de créer un effet lifté. Prendre ensuite un crayon foncé (peu importe la couleur) et

dessiner un accent circonflexe au niveau de l’extérieur de l’œil. À l’aide d’un pinceau dense, estomper le tout en insistant sur l’extérieur. Attention : si vous avez la paupière tombante, «l’intensité du smoky eye doit être au ras des cils» afin d’éviter l’effet œil de panda, précise l’expert. Pour apporter plus d’intensité, appliquer du crayon noir dans la muqueuse inférieure de l’œil. Insistez sur le coin externe pour allonger le regard et accentuer l’effet félin, puis faites légèrement déborder la matière sur les cils. Appliquer un fard à paupières marron sur l’extérieur de la paupière afin de créer un joli dégradé. Placer du fard beige clair en coin interne pour illuminer le regard, sous l’arcade sourcilière et en ras de cils afin de «fumer» les matières entre elles. Appliquer enfin votre mascara habituel sur les cils supérieurs et inférieurs pour finaliser le maquillage.



Ce qu’il faut retenir pour réussir un smoky eye sur peau mature ou paupière tombante : Évitez de placer trop de produit ailleurs qu’en ras de cils. C’est cela qui crée l’effet œil de panda. Étirez toujours la matière vers le haut pour un effet œil de biche. Estompez soigneusement les différentes matières entre elles, en insistant davantage

sur l’extérieur si vous avez les paupières tombantes. L’intensité du maquillage doit rester concentrée au ras des cils afin de sublimer le smoky eye. Privilégiez les textures crème ou faciles à estomper. Elles sont plus flatteuses sur les peaux matures et moins susceptibles de marquer les ridules.

"Les Légendaires", c'est un peu comme si Disney avait revu Le Seigneur des anneaux façon Manga

La bande dessinée de Patrick Sobral devient un superbe long métrage d'aventures sous la direction de Guillaume Ivernel

« Les Légendaires un jour, légendaires toujours ! » : Les Légendaires, best-seller de la BD créé par Patrick Sobral et paru chez Delcourt, devient un superbe long métrage signé Guillaume Ivernel. Ces chevaliers adultes coincés dans des corps d'enfants de 10 ans par une malédiction s'unissent contre un terrible sorcier pour sauver leur planète. « Les Légendaires, c'est un peu comme si Disney avait revu Le Seigneur des anneaux façon Manga, explique l'auteur Patrick Sobral. C'est le fruit de ma pop culture sur ces vingt dernières années ». La saga des Légendaires a fêté ses vingt ans en 2024 et elle prend un nouvel essor avec

le long métrage qui fait penser à Dragons de Dean De Blois. Ne pas trahir la bande dessinée « Transposer la 2D en 3D n'était pas évident car il fallait trouver un style qui ne trahisse pas la bande dessinée, avoue Guillaume Ivernel. Patrick Sobral a été présent sans être envahissant et nous nous sommes parfaitement entendus peut-être parce que nous avons la même culture de base. Nous sommes tous deux des enfants du Club Dorothée ». Le réalisateur de Chasseurs de dragons et de Ballerina entraîne le spectateur dans un univers magique. Il respecte l'esprit de la BD qu'il anime de façon extrêmement dynamique. « Quand je dessine Les Légendaires, j'ai tendance à les imaginer en mouvement, précise Patrick Sobral. Cela ne m'a donc pas étonné de les voir bouger mais j'ai été épaté par le résultat



que j'estime digne des studios américains ». Deux femmes talentueuses, Valérie Hadida chargée du design des personnages et Cécile Corbel qui a signé la partition, ont apporté un souffle

épique et une poésie supplémentaires à ces aventures. **Un manga français** Si la BD cartonne dans les librairies françaises, elle n'a jamais vraiment décollé à l'étranger. « Notre pays est l'un des plus gros consommateurs de manga en dehors du Japon ce qui n'est pas le cas ailleurs, insiste Patrick Sobral. Je rêve que le film puisse faire connaître Les Légendaires à l'international ». Au vu des qualités de ce long métrage enthousiasmant, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher la vague « légendaire » de déferler sur le monde... Deux films d'animations français - Amélie et Arco - sont cités aux Oscars et aux César cette année - et on verrait bien Les Légendaires les rejoindre dans ces listes prestigieuses en 2027.

Ode à la nature pour les premiers pas de Matthieu Blazy chez Chanel



Des oiseaux, des champignons et beaucoup de légèreté: Matthieu Blazy a fait mardi à Paris ses débuts en haute couture chez Chanel avec une collection toute en transparence, délicatesse et plumes, véritable ode à la nature et à la poésie. Sous la verrière du Grand Palais, métamorphosée pour l'occasion en une forêt onirique peuplée de champignons géants et de saules pleureurs roses, le créateur franco-belge de 41 ans a voulu, à travers ce premier vestiaire, «sonder et explorer le coeur de Chanel», explique un communiqué. Matthieu Blazy réinvente ainsi une nouvelle fois l'émblématique tailleur de la maison dans une superposition de mousseline de soie transparente aux couleurs pastel et aux broderies en forme

de champignons, sous laquelle se dessinent d'élégants sous-vêtements. Le champignon, envoyé sous forme de pendentif en guise d'invitation, se décline dans les talons de certains escarpins. La transparence et la légèreté s'invitent également dans des robes vaporeuses et des ensembles débardeurs et jupes, assortis d'écharpes qui traînent jusqu'au sol, et même sur un pantalon en jean. Progressivement, les matières gagnent en densité: les tissus s'épaississent, se structurent, et la collection bascule vers des tailleurs et des manteaux en tweed, dont les extrémités s'ornent de plumes légères. Ces plumes, d'abord discrètes, finissent par s'imposer. Elles encerclent les ourlets des robes,



soulignent les lignes d'une jupe ou d'un top, avant d'envahir entièrement certains tailleurs et silhouettes du soir, transformant les mannequins en femmes-oiseaux. Le défilé s'est conclu par la traditionnelle mariée en ensemble jupe et haut à manches longues, entièrement rebrodé comme une nuée de minuscules plumes blanches. Une première incursion dans la haute couture qui a attiré un parterre de stars, de Nicole Kidman à Dua Lipa, en passant par Penelope Cruz et Tilda Swinton. **- Mercato -** Ce premier défilé était l'un des plus attendus de cette semaine de la haute couture, avec celui de Jonathan Anderson lundi chez Dior. Le créateur nord-irlandais de 41 ans avait également mis la nature à l'honneur, mais à travers des silhouettes très fleuries à la fois

sculpturales et aériennes. La nomination, ces derniers mois, de ces deux quadragénaires à la tête de deux des plus prestigieuses maisons a été le point d'orgue du vaste mercato qui agite la mode depuis près de deux ans. Débauché de Bottega Veneta en décembre 2024, Matthieu Blazy avait déjà créé l'événement. Lors de son premier défilé de prêt-à-porter en octobre, le créateur avait revisité les codes fondateurs de Chanel en jouant sur les contrastes tweeds effilochés, mailles colorées, tailleurs déhanchés et jupes en plumes un passage ovationné et salué par une critique unanime. **- Armani sans Giorgio -** Autre temps fort de cette journée, Armani a présenté en début de soirée la première collection haute couture de la maison italienne sans la supervision de son

fondateur Giorgio, décédé début septembre à l'âge de 91 ans. Cette collection est signée par sa nièce Silvana Armani, qui avait travaillé à ses côtés sur le prêt-à-porter féminin et signe ses premiers pas en haute couture. Un premier vestiaire, que l'Italienne a voulu «comme du Armani classique, mais avec une touche d'originalité», dans lequel se déclinaient de nombreux tailleurs pantalons souples et satinés, de somptueuses robes du soir scintillantes et des blouses rebrodées de perles, dans une palette noire, blanche, rose nude et vert d'eau. De son côté, le couturier Stéphane Rolland a investi le Cirque d'hiver pour présenter une nouvelle collection aux silhouettes toujours très structurées, entre robes de soirée, combinaisons ajustées ou aux pantalons bouffants, dans ses couleurs fétiches que sont le rouge, le noir et le blanc. Incarné par les mannequins Adriana Karembeu et Coco Rocha, le show s'est achevé par un lâcher de colombes et la performance aérienne d'une acrobate, le tout sous le regard de la première dame Brigitte Macron, du chanteur Marc Lavoine et du cinéaste Claude Lelouch. Julien Fournié a de son côté dévoilé un vestiaire mêlant robes de soirée aux jupes volumineuses, pièces richement ornées de strass et de broderies parfois inspirées du graffiti, des mangas ou du cinéma de genre – ainsi que des ensembles associant vestes en jean et transparences constellées de strass façon tatouage.

Intempéries à Annaba : Mobilisation générale des services de la wilaya



S.F
La wilaya d'Annaba a connu, dans la nuit de mercredi à jeudi, à partir de 23 heures jusqu'aux premières heures de la matinée, d'importantes perturbations météorologiques marquées par une forte hausse de la vitesse des vents accompagnée de chutes de pluie. Face à cette situation, les différents services de la wilaya ont été pleinement mobilisés afin de prévenir les risques et d'intervenir en cas d'incident, conformément aux instructions du wali Abdelkrim Lamouri.

La cellule de veille chargée du suivi et de la surveillance des risques majeurs, installée

au niveau du siège de la wilaya, a assuré une veille permanente de l'évolution de la situation météorologique, en coordination étroite avec les services du ministère de l'Intérieur. Cette coordination a permis une intervention rapide et ciblée des services concernés à travers l'ensemble du territoire de la wilaya.

Plusieurs communes ont enregistré des incidents liés principalement à la chute d'arbres, de branches, de poteaux d'éclairage public et de lignes électriques, provoquant par endroits des perturbations de la circulation et des risques pour les habitants. À Annaba, des interventions ont été menées dans plusieurs cités et

axes routiers afin de dégager les voies obstruées, sécuriser les abords des habitations et des établissements publics, notamment au niveau du centre hospitalier "Ibn Rochd", du Cours de la Révolution et de certaines artères principales de la ville.

Dans d'autres communes, notamment Seraïdi, El Bouni, El Hadjar, Sidi Amar, Berrahal, Eulma, Aïn El Barda, Chetaïbi ainsi que dans la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa", des chutes d'arbres, de poteaux électriques et d'éclairage public ont également été signalées. Les équipes de la protection de l'environnement, des forêts, des services communaux, ainsi

que les agents de Sonelgaz, sont intervenus rapidement pour éliminer les dangers, rétablir la circulation routière et assurer le retour progressif de l'alimentation en électricité dans les zones touchées.

Un accident de la route a été enregistré à El Hadjar, suite à la chute d'un poteau électrique, provoquant la sortie de route d'un camion et la blessure de son conducteur, lequel a été pris en charge. D'autres incidents similaires ont été signalés sans pertes humaines, grâce à la rapidité des interventions sur le terrain.

Les opérations de dégagement des routes, de retrait des eaux pluviales et de sécurisation des lieux se poursuivent toujours

à travers l'ensemble de la wilaya, avec la mobilisation continue des moyens matériels et humains nécessaires, notamment les camions d'assainissement et les équipes techniques.

Les autorités locales appellent les usagers de la route à faire preuve de la plus grande vigilance lors de leurs déplacements, en particulier en période de conditions météorologiques instables, en évitant les excès de vitesse et les manœuvres dangereuses. Les services de la wilaya restent en alerte permanente et poursuivent leurs interventions jusqu'au rétablissement total de la situation sur l'ensemble du territoire.

Constantine :

Le Salon international des industries agroalimentaires illustre la diversité de la production nationale

Le Salon international des industries agroalimentaires, organisé au complexe culturel Ahmed-Bey de Constantine, met en exergue la diversité et la qualité de la production nationale, ainsi que l'abondance des denrées alimentaires de large consommation, en prévision du mois sacré de Ramadhan, a indiqué jeudi la directrice de wilaya du Commerce par intérim.

A ce propos, Mme Nabila Zebiri a précisé que cette manifestation, inaugurée mercredi par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en présence du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, enregistre une

affluence notable des citoyens et des professionnels.

Une dynamique qui traduit l'intérêt croissant porté aux produits nationaux, ainsi que la confiance grandissante en leur qualité et en leur capacité à répondre aux besoins du marché.

Elle a souligné que ce type d'événements contribue à rapprocher le producteur du consommateur et à encourager la consommation des produits algériens.

La même responsable a ajouté que cette édition réunit près de 25 exposants issus de plusieurs wilayas du pays, représentant des entreprises productrices et actives dans le secteur des industries agroalimentaires.

Les visiteurs peuvent y

découvrir une large gamme de produits, comprenant des denrées de base, des produits transformés ainsi que des semi-finis.

Elle a également relevé que ce Salon "constitue un espace privilégié de valorisation des produits algériens et une opportunité pour tisser des relations professionnelles entre les opérateurs économiques, tout en accompagnant les efforts d'exportation à travers la promotion des capacités productives nationales et l'incitation des entreprises à accéder aux marchés extérieurs". Mme Zebiri a, par ailleurs, indiqué que cette manifestation, qui se clôturera samedi prochain, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à faire connaître



les produits nationaux appelés à assurer un approvisionnement régulier du marché en produits de large consommation, notamment à l'approche du mois de Ramadhan, contribuant ainsi à la stabilité du marché et à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

La même responsable a souligné que les services de

la direction du commerce poursuivent l'accompagnement des opérateurs économiques et le soutien à ce type d'initiatives, lesquelles participent au renforcement de la production nationale, au développement des industries agroalimentaires et à la consolidation de la place du produit algérien sur les marchés national et international.